



Perspectives du marché du travail canadien pour la prochaine décennie, 2004-2013

Rapport final

par :
Louis-Philippe Bergeron
Kevin Dunn
Mario Lapointe
Wayne Roth
Nicolas Tremblay-Côté

Octobre 2004



*Perspectives du marché du travail canadien
pour la prochaine décennie,
2004-2013*

Rapport final

*Personne-ressource :
Mario Lapointe*

*Auteurs :
Louis-Philippe Bergeron
Kevin Dunn
Mario Lapointe
Wayne Roth
Nicolas Tremblay-Côté*

*Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences
Direction de la recherche en politiques et coordination
Ressources humaines et Développement des compétences Canada*

Octobre 2004

**SP-615-10-04F
(also available in English)**

Les opinions exprimées dans les documents publiés par la Direction de la recherche en politiques et coordination, Politique stratégique et planification, sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément le point de vue de Ressources humaines et Développement des compétences Canada ou du gouvernement fédéral. Ces documents visent à favoriser une large participation aux discussions et débats portant sur les grands enjeux de la politique publique.

Le présent document a été traduit de l'anglais. Bien que la version française ait été préparée avec soin, le document original fait foi.

This document was originally written in English. While the French translation has been reviewed with care, the original version should be taken as correct.

La version anglaise de ce document est disponible sous le titre *Looking Ahead: A Ten-Year Outlook for the Canadian Labour Market, 2004-2013*.

This paper is available under the title: *Looking Ahead: A Ten-Year Outlook for the Canadian Labour Market, 2004-2013*.

Papier

ISBN : 0-662- 79632-2

N° de cat. : HS28-23/2005F

PDF

ISBN : 0-662- 79633-0

N° de cat. : HS28-23/2005F-PDF

HTML

ISBN : 0-662- 79634-9

N° de cat. : HS28-23/2005F-HTML

Pour toute question relative aux documents publiés par la Direction de la recherche en politiques et coordination, veuillez vous adresser à :

Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Centre des publications
140, Promenade du Portage, Phase IV, niveau 0
Gatineau (Québec) Canada K1A 0J9

Télécopieur : (819) 953-7260
http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/nav/nav_gauche/publications.shtml

General enquiries regarding the documents published by Policy Research and Coordination Directorate should be addressed to:

Human Resources and Skills Development Canada
Publications Centre
140 Promenade du Portage, Phase IV, Level 0
Gatineau, Quebec, Canada K1A 0J9

Facsimile: (819) 953-7260
http://www.hrsdc.gc.ca/en/gateways/nav/left_nav/publications.shtml

Table des matières

Avant-propos	i
Sommaire	iii
Chapitre 1 : Évolution récente du marché du travail canadien	1
1.1 Indicateurs agrégés du marché du travail.....	1
1.2 Emploi selon le secteur industriel	3
1.3 Emploi selon la profession.....	5
1.3.1 Emploi dans les professions selon le niveau de compétence	6
1.3.2 Emploi dans les professions selon le genre de compétence	8
1.4 Conjoncture actuelle du marché du travail selon la profession	9
1.5 Professions montrant des signes de déséquilibre entre l'offre et la demande	11
Chapitre 2 : Perspectives du marché du travail	13
2.1 Perspectives générales	13
2.2 Demande de travail	15
2.2.1 Demande d'expansion selon l'industrie	15
2.2.2 Demande d'expansion selon la profession	17
2.2.3 Ouvertures d'emploi découlant des départs à la retraite	21
2.3 Offre de travail.....	23
2.4 Conjoncture future du marché du travail selon la profession	26
2.5 Professions confrontées à d'importants déséquilibres entre l'offre et la demande	28
Chapitre 3 : Conclusion	31
Annexe 1 : Matrice de la classification nationale des professions	33
Annexe 2 : Vue schématique du processus de prévision	35
Annexe 3 : Projections relatives aux facteurs démographiques et à la population active	37
Annexe 4 : Croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité selon l'industrie, 1999-2013	41
Annexe 5 : Croissance de l'emploi selon la profession, 1999-2013	55
Annexe 6 : Conjoncture générale du marché du travail selon la profession	59

Avant-propos

La mission centrale de Politique stratégique et planification (PSP) est de formuler à l'intention de la ministre de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) des conseils stratégiques reposant sur des éléments concrets. À cette fin, la Direction de la recherche en politiques et coordination (DRPC) a préparé le présent rapport, qui examine l'évolution récente du marché du travail canadien et met en lumière les résultats d'une analyse prospective pour les dix prochaines années, réalisée par la division des Prévisions et de l'analyse du marché du travail et des compétences. Le rapport rend compte des éléments prospectifs intégrés au Système de projections des professions au Canada (SPPC), reformulés de façon à fournir un contexte plus propice à l'élaboration des politiques.

Le rapport comble une lacune importante car aucune autre publication ne brosse à l'heure actuelle une vue d'ensemble du marché du travail. Plusieurs organismes publics et privés au Canada se penchent sur la conjoncture économique et formulent des prévisions pour le court ou le moyen terme, mais peu d'entre eux se consacrent à des analyses ou à des activités de prévision portant spécifiquement sur le marché du travail. Aucune ne mène une étude prospective détaillée du marché en fonction des secteurs industriels, des niveaux de compétence et des professions.

En termes plus précis, le rapport cherche à répondre aux questions suivantes :

- Combien d'emplois prévoit-on créer au cours des dix prochaines années?
- Dans quelles industries et dans quelles professions ces emplois seront-ils créés?
- Quelle sera l'incidence des départs à la retraite sur les ouvertures d'emploi?
- Quel genre d'études est requis pour combler ces postes?
- L'offre de travail suffira-t-elle pour répondre à la demande?
- Quelles professions risquent d'être confrontées à des déséquilibres importants entre l'offre et la demande de travail?

Sommaire

D'après les prévisions, l'emploi devrait s'accroître à un taux annuel moyen de 1,5 % entre 2004 et 2008. Bien que cela représente un ralentissement par rapport au taux de 2,2 % enregistré de 1999 à 2003, on s'attend néanmoins à ce qu'environ 1,26 million de nouveaux emplois soient créés au Canada au cours des cinq prochaines années. Comme on prévoit que la population active augmentera de 1,2 %, le taux de chômage diminuera graduellement pour passer de 7,6 % en 2003 à 6,2 % en 2008. Au-delà, de 2009 à 2013, on s'attend à ce que l'emploi progresse à peu près au même rythme que la population active (soit 0,9 %) et que le taux de chômage diminue très légèrement pour atteindre 6,0 % en 2013.

Les secteurs dont on prévoit qu'ils enregistreront la plus forte croissance de l'emploi de 2004 à 2008 sont la santé et le groupe sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux, ainsi que les sciences naturelles et appliquées. Cette évolution reflète, d'une part, l'influence de facteurs tels que l'augmentation des dépenses publiques en soins de santé rendue possible grâce au redressement de la situation financière des gouvernements et, d'autre part, le mouvement continu vers l'économie du savoir. En revanche, ce sera le secteur primaire qui accusera la plus faible croissance de l'emploi. Ce ralentissement se produira dans la plupart des professions propres au secteur primaire, sauf celles qui sont liées à l'industrie minière. Le différend avec les États-Unis au sujet du bois d'œuvre et les contraintes découlant de la disponibilité de plus en plus réduite de diverses ressources naturelles, conjugués à la hausse de la productivité, limiteront les perspectives d'emploi dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, des pêches et de l'extraction du pétrole et du gaz. Les professions liées aux métiers, au transport et à la machinerie subiront également des effets défavorables, attribuables au ralentissement de la construction résidentielle observé à la suite de la croissance exceptionnelle enregistrée ces dernières années.

Au cours des cinq prochaines années, près des deux tiers (66,0 %) des nouveaux emplois de la main-d'œuvre non étudiante se trouveront dans des professions nécessitant habituellement des études postsecondaires ou dans des professions liées à la gestion. Ces groupes de professions représentaient environ 58 % de l'ensemble de la main-d'œuvre non étudiante en 2003.

En plus des quelque 1,26 million de nouveaux emplois créés grâce à la croissance économique, environ 1,5 million de postes seront libérés par suite des départs à la retraite au cours des cinq prochaines années. Deux groupes de professions seront surtout touchés par les pressions engendrées par les départs à la retraite, soit la santé et le groupe sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux. Non seulement ces deux groupes ont-ils une main-d'œuvre relativement âgée, mais les personnes qui exercent des professions dans les sciences sociales, l'enseignement ou les services gouvernementaux ont tendance à prendre leur retraite plus tôt que celles qui appartiennent à d'autres groupes.

Dans l'ensemble, le nombre de nouveaux chercheurs d'emploi ne suffira pas à combler tous les postes suscités par la croissance économique et par les départs à la retraite.

L'offre de nouveaux travailleurs dans les professions de la santé sera relativement faible, tandis qu'elle sera abondante dans les professions liées aux ventes et aux services.

D'après l'analyse des indicateurs du marché du travail et les prévisions relatives à l'évolution de la demande et de l'offre de travail au cours des cinq prochaines années, c'est dans le domaine de la santé que se trouvent surtout les professions qui seront aux prises avec des déséquilibres entre l'offre et la demande. Ces problèmes devraient se manifester tout particulièrement au sein de professions telles que médecins, infirmiers et infirmières, pharmaciens, technologues et techniciens des sciences de la santé, personnel de soutien des services de santé. Parmi les autres groupes de professions qui seront vraisemblablement exposés à des tensions de ce genre à l'avenir, on peut mentionner la gestion (gestionnaires dans l'administration publique et gestionnaires des ressources humaines, par exemple), professions liées aux sciences sociales et aux services gouvernementaux (travailleurs sociaux, psychologues...), certaines professions liées aux ventes et aux services (policiers et pompiers, notamment) et les métiers (constructeurs et rénovateurs de résidences, entre autres).

Chapitre 1 : Évolution récente du marché du travail canadien

Le présent chapitre a un double objet. En un premier temps, il dégage les principales tendances qui se sont manifestées sur le marché du travail canadien pendant les années 1987 à 2003, car l'examen de l'évolution récente du marché est une condition préalable à la mise au point de prévisions pour le moyen terme. Par ailleurs, dans la mesure où ces prévisions diffèrent de l'expérience passée, cela a des incidences sur la répartition des ressources entre les politiques et les programmes. La première section passe en revue l'évolution d'indicateurs du marché du travail agrégés tels que l'emploi, la population active, le taux de chômage et les taux d'activité au cours de la période considérée. Les deux sections suivantes se penchent sur les industries et les professions où la croissance de l'emploi a été la plus forte ou la plus faible.

Dans la quatrième section, nous présentons une évaluation de la conjoncture actuelle du marché du travail selon la profession. Enfin, la dernière section est consacrée à l'identification des professions qui subissent actuellement des déséquilibres entre l'offre et la demande en faisant appel à une méthode mise au point par le Bureau of Labor Statistics aux États-Unis.

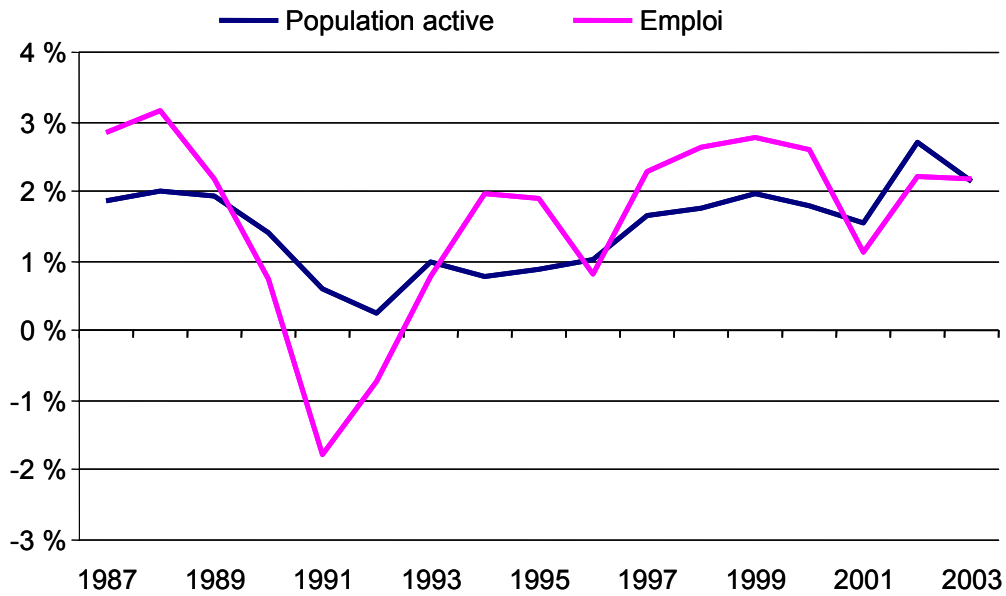
1.1 Indicateurs agrégés du marché du travail

Au cours de la période 1987-2003¹, l'emploi total a augmenté à un taux annuel moyen de 1,55 % tandis que la population active a augmenté de 1,47 %. Aussi le taux de chômage est-il passé de 8,8 % en 1987 à 7,6 % en 2003. On peut considérer cette évolution du marché du travail en la divisant en trois sous-périodes :

- La première, qui s'étend de la fin des années 80 au début des années 90, était caractérisée par des conditions plutôt déprimées en raison du ralentissement de l'économie. Les autorités monétaires appliquaient alors une politique qui visait délibérément à ralentir l'économie afin de maintenir l'inflation à des taux acceptables. Cette conjoncture morose a entraîné une diminution de la croissance de l'emploi et on a même enregistré des pertes d'emplois absolues en 1991. Le taux de chômage a grimpé rapidement pour atteindre 11,4 % en 1993;
- Au cours de la deuxième sous-période, qui va de 1993 à la fin des années 90, le repli des années antérieures a été suivi d'une reprise plutôt léthargique. La création d'emplois était faible et les taux d'activité déprimés. Plus tard, la création d'emplois a finalement repris et le taux de chômage s'est abaissé pour atteindre 6,8 % en 2000.

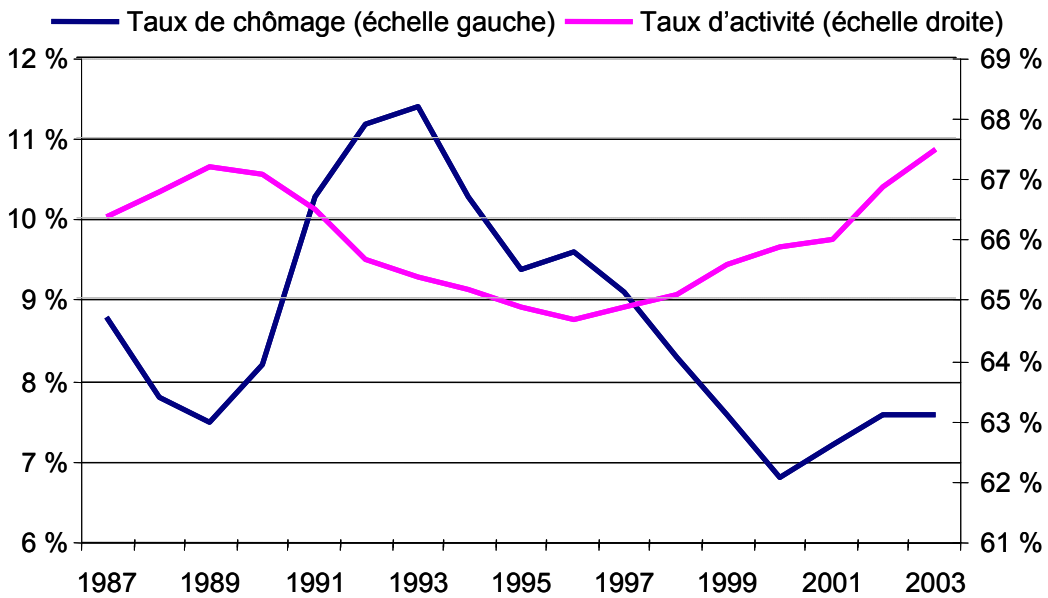
¹ La période considérée ici (1987 à 2003) a été choisie parce que les données sur les professions ne sont disponibles que depuis 1987.

Croissance de la population active et de l'emploi, 1987-2003 (en %)



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Taux de chômage et taux d'activité, 1987-2003 (%)



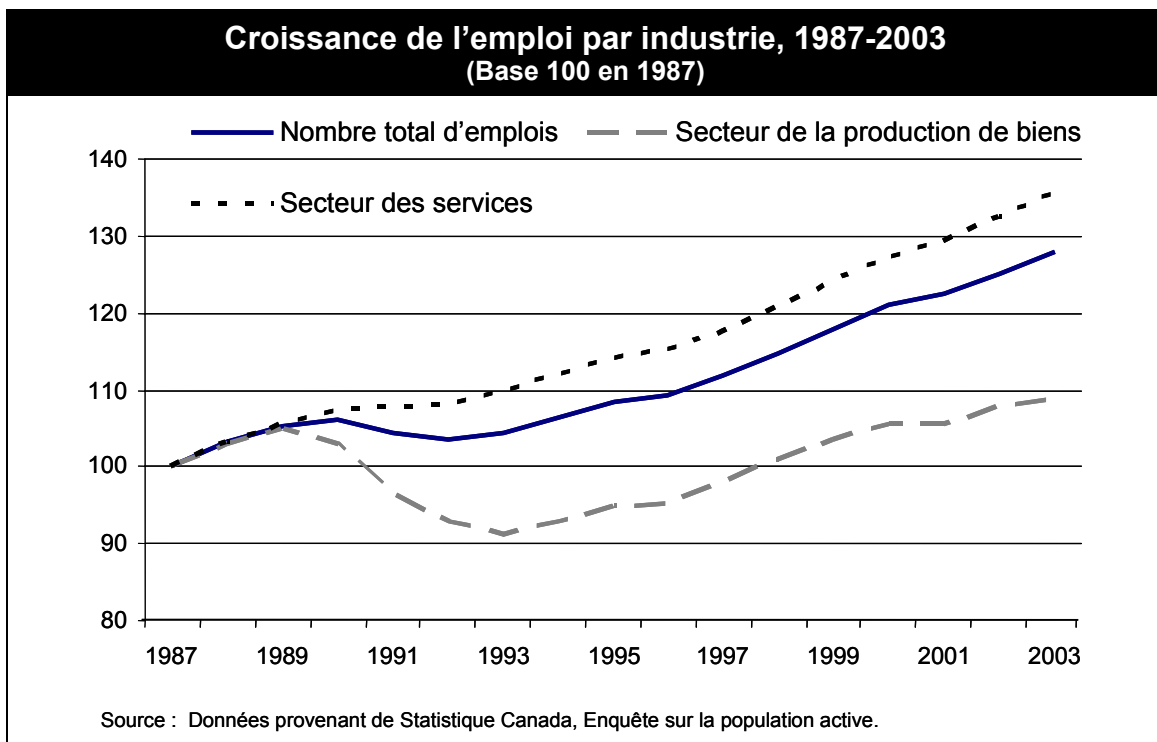
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

- Enfin, depuis le début de la présente décennie, le dynamisme du marché du travail et le taux d'activité élevé ont mené à un équilibre relatif entre la demande et l'offre de travailleurs, ce qui a eu pour effet de limiter la possibilité d'abaisser davantage le taux de chômage. En 2003, les taux d'activité et d'emploi ont atteint des niveaux sans précédent, soit 67,5 % et 62,4 %, respectivement.

1.2 Emploi selon le secteur industriel

C'est dans le secteur des services que l'emploi a augmenté le plus rapidement depuis 1987...

Depuis 1987, l'emploi global au Canada a augmenté à un taux annuel moyen de 1,5 %. L'emploi dans le secteur des services a progressé à un taux légèrement au-dessus de la moyenne, soit 1,9 %, alors que dans les industries productrices de biens, le taux est très en deçà de la moyenne, soit 0,5 %. Cette situation n'est pas inhabituelle : la part des services dans l'emploi total augmente depuis plusieurs décennies, ce qui reflète en bonne partie l'augmentation plus rapide de la production par travailleur dans le secteur de la production de biens.



Dans le secteur des services, l'emploi a augmenté de façon constante de 1987 à 2003. La croissance a été la plus forte dans la gestion et les services administratifs, ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques, les taux étant respectivement de 5,3 % et 4,7 %. Ces activités ont pu bénéficier de la croissance des technologies de l'information (ordinateurs, etc.) et des changements découlant de la transition vers l'économie du savoir.

Le secteur de l'information, de la culture et des loisirs – qui comprend les services de télécommunications sans fil et par satellite, la radiodiffusion, Internet et la câblotransmission – a également enregistré une croissance solide pendant cette période (2,2 %). Ces services, qui en étaient à leurs premiers pas au milieu des années 90, ont envahi le marché à une vitesse foudroyante. Depuis 2002, toutefois, bon nombre d'entre eux sont arrivés à maturité tandis que d'autres ont été durement frappés par l'éclatement de la bulle technologique. L'emploi a donc légèrement diminué en 2002 et 2003.

Les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que l'hébergement et les services de restauration sont les autres secteurs qui ont enregistré une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne entre 1987 et 2003, soit à un taux annuel moyen de 2,4 % dans les deux cas. Le premier bénéficie à cet égard du vieillissement de la population tandis que le second progresse grâce à la hausse du revenu réel disponible. Par contre, le niveau de l'emploi dans l'administration publique n'a augmenté que très légèrement, soit de 0,4 % en moyenne par année.

Emploi selon l'industrie, 1987-2003				
	Emploi (en milliers)		Variation 1988-2003 (TCAM*)	Ventilation 2003
	1987	2003		
Tous les secteurs	12 320,7	15 745,9	1,5 %	
Secteur de la production de biens	3 660,0	3 986,1	0,5 %	25,3 %
Agriculture	476,9	339,4	-2,1 %	2,2 %
Foresterie, pêche, mines, extraction de pétrole et de gaz	293,2	289,7	-0,1 %	1,8 %
Construction	731,1	931,4	1,5 %	5,9 %
Services d'utilité publique	118,9	131,5	0,6 %	0,8 %
Fabrication	2 039,8	2 294,0	0,7 %	14,6 %
Secteur des services	8 660,7	11 759,9	1,9 %	74,7 %
Commerce	1 987,8	2 460,7	1,3 %	15,6 %
Transport et entreposage	638,6	766,8	1,1 %	4,9 %
Finance, assurances, immobilier et location	756,1	936,2	1,3 %	5,9 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	479,7	999,5	4,7 %	6,3 %
Gestion, administration et services de soutien	266,1	612,2	5,3 %	3,9 %
Services d'enseignement	788,4	1 050,3	1,8 %	6,7 %
Soins de santé et assistance sociale	1 148,5	1 684,3	2,4 %	10,7 %
Information, culture et loisirs	494,4	704,5	2,2 %	4,5 %
Hébergement et services de restauration	700,9	1 022,3	2,4 %	6,5 %
Autres services	630,8	707,9	0,7 %	4,5 %
Administration publique	769,4	815,2	0,4 %	5,2 %

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
* TCAM : taux de croissance annuel moyen.

...tandis que la croissance de l'emploi dans le secteur de la production de biens a été limitée

Depuis 1987, la croissance de l'emploi a été plutôt faible dans la majorité des industries productrices de biens. Ces industries, qui sont davantage exposées aux fluctuations cycliques, ont été durement frappées par la récession du début des années 90. La fabrication a été particulièrement touchée, ayant perdu 343 000 emplois de 1989 à 1993. La situation s'est toutefois redressée vigoureusement dans la deuxième moitié des années 90 grâce au nouveau dynamisme de l'économie canadienne et à la reprise rapide des exportations vers les États-Unis. Des faiblesses sont réapparues dans le secteur de la fabrication en 2001 et 2003, conséquences du ralentissement de l'économie américaine et des effets de l'appréciation du dollar canadien sur les exportations.

Parmi les industries productrices de biens, c'est l'agriculture qui a subi le plus grand nombre de pertes d'emplois, accusant une diminution moyenne de 2,1 % par année depuis 1987. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation, notamment le ralentissement économique, le rôle grandissant des grandes exploitations agricoles et de l'industrialisation, les graves sécheresses subies en 2000 et 2001 et plus récemment l'embargo sur le bœuf imposé par les États-Unis. Grâce au boom qui s'est produit dans l'industrie la construction résidentielle depuis 2001 et à la croissance solide qu'a connue la construction non résidentielle dans le secteur énergétique au cours de la deuxième moitié des années 90, la construction a été le seul secteur de production de biens qui ait enregistré une croissance de l'emploi, bien qu'elle ait été proche du taux moyen pour l'ensemble de l'économie (1,5 %) depuis 1987.

1.3 Emploi selon la profession

La création d'emplois au sein des professions dépend de trois facteurs principaux :

- l'évolution de l'industrie employant des gens dans une profession donnée; par exemple, la création d'emplois pour les médecins dépend étroitement des perspectives du secteur de la santé;
- l'influence qu'exercent les facteurs structurels sur la profession; par exemple, l'emploi pour les secrétaires a diminué en raison du développement de la bureautique (ordinateurs, courrier électronique, systèmes de messagerie vocale, etc.);
- la disponibilité de travailleurs qualifiés dans une profession donnée; par exemple, la croissance de l'emploi pour les médecins et le personnel infirmiers a été limitée par le nombre relativement restreint de candidats qualifiés.

Pour analyser l'évolution du marché du travail selon les professions, on fait appel à deux agrégations des professions façonnées à partir de la Classification type des professions de 1991 (CTP 1991), soit le niveau de compétence et le genre de compétence. Le niveau de compétence classe les professions selon le niveau d'éducation ou la formation

habituellement requise pour exercer une profession donnée, tandis que le genre de compétence classe les professions selon le secteur industriel².

1.3.1 Emploi dans les professions selon le niveau de compétence

En 2003, 8,8 millions de travailleurs exerçaient des professions hautement qualifiées et 7,0 millions occupaient des emplois peu qualifiés. Parmi les professions hautement qualifiées se trouvent celles qui requièrent habituellement des études universitaires (niveau de compétence A), des études collégiales ou une formation d'apprenti (niveau B) et les professions liées à la gestion, tandis que les emplois faiblement qualifiés se situent dans les professions qui exigent habituellement des études secondaires, une formation propre à un emploi (niveau C) ou seulement une formation en cours d'emploi (niveau D).

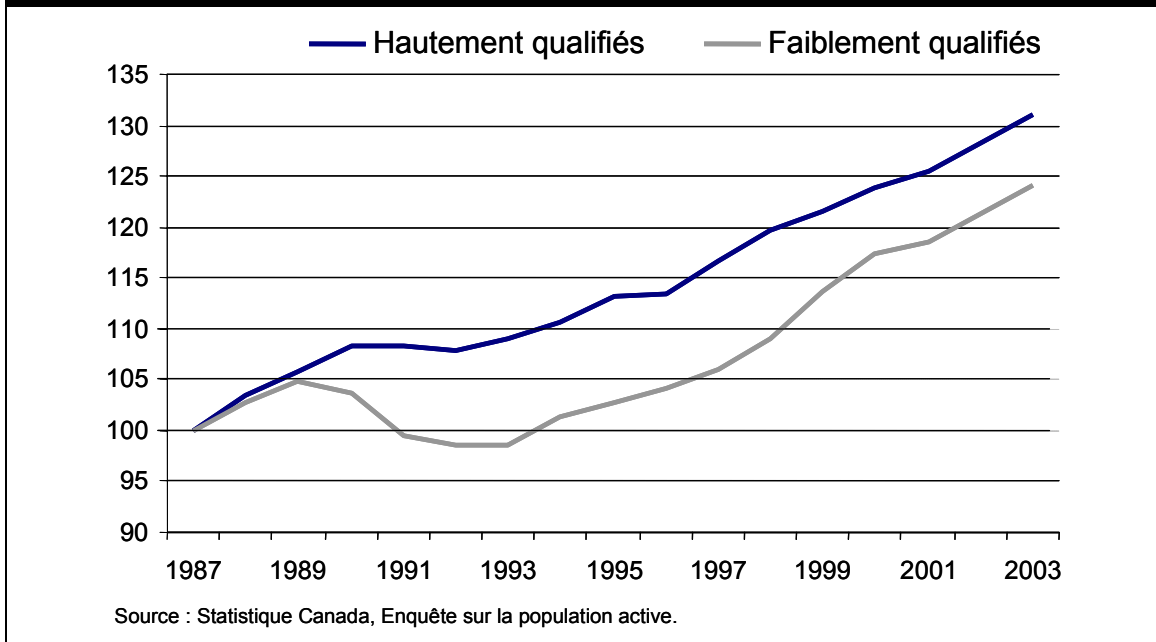
Les travailleurs hautement qualifiés ont bénéficié de la transition vers une économie davantage fondée sur le savoir

L'économie canadienne a subi une transformation structurelle sous l'impulsion des progrès technologiques rapides qui caractérisent notre époque et de la libéralisation croissante des échanges commerciaux. Ces deux facteurs ont eu pour effet d'accroître la spécialisation dans les tâches nécessitant des qualifications élevées. Depuis 1987, les professions hautement qualifiées ont augmenté à un taux annuel moyen de 1,7 %, comparativement à une moyenne de 1,5 % pour l'ensemble des professions. Sur dix emplois créés pendant cette période, six se trouvaient dans des professions hautement qualifiées.

Deux catégories – les professions nécessitant habituellement des études universitaires (3,0 %) et les professions liées à la gestion (1,7 %) – ont enregistré une forte croissance de l'emploi depuis 1987. Cette progression se reflète dans la part des emplois liés aux professions qui exigent habituellement des études universitaires, qui a grimpé de 13,0 % en 1987 à 16,5 % en 2003. En termes plus précis, les éléments qui ont contribué le plus à la croissance des emplois hautement qualifiés sont les emplois de professionnels dans les sciences naturelles et appliquées (en particulier ceux qui sont liés aux systèmes informatiques et aux systèmes d'information), ainsi que dans les affaires et les finances, et dans le groupe sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux.

² Dans l'Enquête sur la population active (EPA), les professions sont codées selon la CTP 1991. La matrice des professions est divisée en niveaux de compétence (rangées) et types de compétence (colonnes). L'annexe 1 présente la matrice des professions de la Classification nationale des professions de 2001 (CNP 2001), qui diffère légèrement de la CTP 1991. On s'attend à ce que l'EPA commence à utiliser le codage de la CNP 2001 en 2005.

Emplois hautement et faiblement qualifiés, 1987-2003 (Base 100 en 1987)



En ce qui concerne les niveaux de compétence, ce sont les professions requérant des études collégiales ou une formation d'apprenti qui ont enregistré la plus faible croissance de l'emploi (1,1 %).

Les professions peu spécialisées ont été durement touchées par le ralentissement économique

Depuis 1987, l'emploi dans les professions peu spécialisées a augmenté à un rythme beaucoup plus lent (1,4 %) que dans les professions hautement qualifiées. Cette catégorie est habituellement davantage exposée aux effets des ralentissements économiques car les emplois tendent à se concentrer dans des industries exposées aux fluctuations cycliques comme le commerce, la fabrication et les transports. Pendant la récession du début des années 90, par exemple, plus de 300 000 emplois peu qualifiés ont disparu, tandis que le nombre d'emplois dans les professions hautement qualifiées a augmenté de plus de 100 000. La fabrication a été la plus durement touchée, car 60 % des pertes d'emploi dans les professions peu qualifiées se sont produites dans ce secteur, et il lui a fallu plus de quatre ans pour s'en remettre.

Compte tenu de l'expansion économique qui se manifeste depuis 1998, le taux de croissance de l'emploi dans les professions peu spécialisées a dépassé celui des professions hautement qualifiées à chaque année sauf en 2001. Ce sont les professions reliées aux ventes et aux services ainsi qu'à l'industrie de la fabrication qui ont battu la marche.

Emploi selon la profession, 1987-2003				
	Emploi (milliers)		Variation 1988-03 (TCAM¹)	Ventilation 2003
	1987	2003		
Total	12 320,7	15 745,9	1,5 %	
Genre de compétence²				
Affaires, finance et administration	2 660,0	3 107,2	1,0 %	19,7 %
Sciences naturelles et appliquées	602,9	1 090,2	3,8 %	6,9 %
Santé	667,3	965,2	2,3 %	6,1 %
Sciences sociales, enseignement, services gouvernementaux	670,1	1 132,3	3,3 %	7,2 %
Arts, culture, sports et loisirs	298,6	472,1	2,9 %	3,0 %
Ventes et services	3 494,1	4 657,0	1,8 %	29,6 %
Métiers, transport et machinerie	2 165,0	2 406,2	0,7 %	15,3 %
Professions propres au secteur primaire	648,6	567,1	-0,8 %	3,6 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	1 113,8	1 348,7	1,2 %	8,6 %
Niveau de compétence³				
Gestion	1 048,6	1 382,6	1,7 %	8,8 %
Professions nécessitant :				
au moins des études universitaires	1 606,9	2 596,0	3,0 %	16,5 %
au moins des études collégiales ou une formation d'apprenti	4 053,4	4 808,5	1,1 %	30,5 %
au moins un diplôme d'études secondaires	4 140,8	5 097,1	1,3 %	32,4 %
uniquement une formation en cours d'emploi	1 471,0	1 861,8	1,5 %	11,8 %

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

¹ TCAM : taux de croissance annuel moyen.

² Le genre de compétence est établi en fonction la matrice de la Classification type des professions (CTP), dans laquelle les professions sont regroupées par industrie (voir l'annexe 1).

³ Le niveau de compétence se fonde sur la matrice de la CTP, dans laquelle les professions sont regroupées selon les études et la formation normalement requises (voir l'annexe 1).

1.3.2 Emploi dans les professions selon le genre de compétence

Depuis 1987, les professions dans les sciences naturelles et appliquées ont enregistré la plus forte croissance de l'emploi (une moyenne de 3,8 % par année), ce qui reflète principalement l'émergence et la prédominance des technologies de l'information et des communications (les ordinateurs, par exemple) et la transition vers l'économie du savoir. On a également enregistré des taux supérieurs à la moyenne dans les professions de la santé, du groupe sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux ainsi que le groupe arts, culture, loisirs et sports. Ces groupes, qui nécessitent habituellement des compétences élevées, ont bénéficié d'une conjoncture positive et d'une évolution démographique favorable.

En revanche, l'emploi dans les professions propres au secteur primaire a diminué de 0,8 % par année, ces revers étant principalement attribuables aux difficultés qui ont marqué le secteur de l'agriculture. D'autres groupes de professions touchés par des facteurs cycliques ont enregistré une croissance moyenne ou proche de la moyenne. Ce fut notamment le cas des groupes suivants : ventes et services; métiers et conduite du matériel de transport et de machines; transformation, fabrication et services d'utilité publique; affaires, finance et administration.

1.4 Conjoncture actuelle du marché du travail selon la profession

Les données sur la création d'emplois selon la profession ne fournissent qu'une indication partielle de la conjoncture à laquelle font face les diverses professions sur le marché du travail. Une évaluation complète de la situation doit également faire appel à d'autres indicateurs du marché non seulement afin de déterminer les ouvertures d'emploi mais aussi pour évaluer la concurrence entourant ces emplois, la stabilité des emplois offerts et les conditions de travail. On peut y arriver en examinant des indicateurs comme la variation de l'emploi, le niveau et la variation des rémunérations et le taux de chômage au cours des quatre dernières années. On conjugue ces indicateurs pour chaque profession afin d'obtenir une cote relative à la conjoncture actuelle du marché du travail.

Une cote « favorable » signifie habituellement qu'il est relativement facile de trouver un emploi stable dans la profession en question et que la conjoncture est attrayante ou est en voie d'amélioration. Dans une telle situation, on peut s'attendre à des taux élevés de croissance de l'emploi, à des salaires élevés et en hausse, ainsi qu'à un taux de chômage plutôt faible. En revanche, lorsque la conjoncture du marché pour une profession n'est que « médiocre », cela signifie que les personnes qui commencent à exercer cette profession ou qui y reviennent après s'en être absentes auront de la difficulté à trouver un emploi stable et que les conditions ne sont pas attrayantes ou ont tendance à se détériorer. Une cote « satisfaisante » n'est ni « favorable » ni « médiocre ».

Le tableau suivant résume la conjoncture actuelle du marché du travail pour diverses professions suivant le niveau et le genre de compétence. Du point de vue des neuf genres de compétence, seul le groupe de la santé jouit actuellement d'une conjoncture favorable sur le marché du travail. Au cours des quatre dernières années, le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur a augmenté plus rapidement que le taux moyen pour l'ensemble des professions; en outre, les rémunérations ont elles aussi progressé rapidement et le taux de chômage est resté faible. Deux autres groupes de professions – sciences naturelles et appliquées; sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux – affichent la cote « satisfaisante » bien que plusieurs professions au sein de ces groupes jouissent en fait de conditions favorables. La cote « satisfaisante » attribuée aux sciences naturelles et appliquées témoigne en bonne partie des difficultés éprouvées dans les professions liées à l'informatique et aux technologies de l'information depuis 2000. On constate d'ailleurs que le taux de chômage au sein de ce groupe a augmenté considérablement depuis quatre ans. La cote « médiocre » est attribuée à la situation des professions propres à l'industrie primaire et de celles de la fabrication et de la transformation. Bon nombre de ces

professions ont enregistré de faibles taux de croissance de l'emploi et sont caractérisées par des taux de chômage élevés. Enfin, les professions liées aux ventes et aux services se voient également attribuer une cote « médiocre » relativement à la conjoncture du marché du travail pour ce groupe en raison des rémunérations faibles et des taux de chômage relativement élevés qu'on peut observer dans plusieurs de ces professions.

Conjoncture actuelle du marché du travail selon la profession, 2003							
	Emplois non étudiants		Rémunérations		Taux de chômage		Conjoncture actuelle
	Niveau (en milliers)	Taux de variation 2000-2003 (%)	Niveau 2003 (\$/heure)	Taux de variation 2000-2003 (%)	Niveau 2003 (%)	Variation 2000-2003 (points de %)	
Total	14 613,1	1,8	18,06	2,8	5,4	0,8	Satis-faisante
Genre de compétence							
Affaires, finance et administration	2 980,7	2,0	19,21	3,4	4,0	0,8	Satis-faisante
Sciences naturelles et appliquées	1 064,4	1,7	26,34	2,9	4,4	1,5	Satis-faisante
Santé	934,6	2,2	22,46	3,5	1,4	0,2	Favorable
Sciences sociales, enseignement, services gouvernementaux	1 073,2	4,5	25,34	4,9	3,1	0,4	Satis-faisante
Arts, culture, sports et loisirs	408,8	1,0	19,09	0,9	6,5	1,5	Satis-faisante
Ventes et services	3 952,9	2,5	14,22	3,6	5,9	0,9	Médiocre
Métiers, transport et machinerie	2 351,2	1,8	19,03	2,3	6,9	0,6	Satis-faisante
Secteur primaire	527,2	0,4	16,08	3,6	9,7	0,4	Médiocre
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	1 319,7	0,8	17,37	2,6	7,2	1,1	Médiocre
Niveau de compétence							
Gestion	1 372,1	0,2	26,37	5,8	2,3	0,2	Favorable
Professions nécessitant : au moins des études universitaires	2 513,6	2,2	26,30	3,5	3,0	0,8	Satis-faisante
au moins des études collégiales ou une formation d'apprenti	4 612,1	2,4	18,65	2,2	4,5	0,7	Satis-faisante
au moins un diplôme d'études secondaires	4 653,4	0,9	14,69	1,7	6,4	0,8	Satis-faisante
uniquement une formation en cours d'emploi	1 461,5	4,0	11,59	4,9	10,0	1,2	Médiocre
Source : RHDCC-DRPC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences, Scénario de référence 2004.							

Pour ce qui est du niveau de compétence, la majorité des professions liées à la gestion ont connu une conjoncture « favorable ». Ces professions comprennent des postes de cadres supérieurs et intermédiaires, où les salaires et traitements sont habituellement élevés et le taux de chômage est relativement faible. Pour les professions qui ne nécessitent qu'une formation en cours d'emploi (moins que des études secondaires), la conjoncture a été « médiocre ». Ce groupe se caractérise par des salaires peu élevés et par un taux de chômage élevé et qui a tendance à augmenter³. Les trois autres groupes de professions connaissent une conjoncture « satisfaisante ».

1.5 Professions montrant des signes de déséquilibre entre l'offre et la demande

Le recours aux indicateurs du marché du travail, en plus de permettre d'évaluer la conjoncture actuelle, aide aussi à déterminer quelles professions sont soumises à des pressions du fait que l'offre de travail est incapable de répondre à la demande. D'après la méthode mise au point par le Bureau of Labor Statistics (BLS⁴), on considère qu'une profession est soumise à des déséquilibres de ce genre lorsqu'elle connaît un taux de croissance de l'emploi d'au moins 50 % plus élevé que la moyenne, que la hausse des salaires est d'au moins 30 % plus élevée que la moyenne et que le taux de chômage est d'au moins 30 % inférieur à la moyenne. Le tableau suivant, basé sur les données pour les années 2000 à 2003, présente les professions (suivant la classification à trois chiffres) qui répondent à ces trois critères. Il convient toutefois d'observer que ces professions ne représentaient que 3,6 % de l'emploi total en 2003.

Genre de compétence	Professions	Emploi 2003 (en milliers)
Affaires, finance et administration	Gestionnaires en communication (CTP 013)	18,8
Santé	Professionnels en sciences infirmières (CTP 315)	259,8
	Technologues et techniciens des sciences de la santé (sauf soins dentaires) (CTP 321)	83,1
Sciences sociales, enseignement, services gouvernementaux	Directeurs de la fonction publique (CTP 041)	33,5
	Psychologues, travailleurs sociaux, conseillers familiaux, conseillers matrimoniaux et personnel assimilé, ministres du culte, agents de probation (CTP 415)	126,6
Ventes et services	Aides médicaux et assistants en milieu hospitalier (CTP 663)	18,8
Métiers, transport et machinerie	Mécaniciens de machines fixes et opérateurs de machines auxiliaires (CTP 735)	31,9

³ Comme on l'a indiqué plus haut, on évalue la conjoncture actuelle du marché du travail selon la profession en faisant appel à divers indicateurs. À titre d'exemple, bien que les professions ne nécessitant qu'une formation en cours d'emploi aient connu une croissance rapide de l'emploi et des salaires au cours des quatre dernières années, la conjoncture du marché dans leur cas est considérée comme « médiocre » en raison du taux de chômage élevé et du niveau peu élevé des rémunérations qui les caractérisent.

⁴ Carolyn M. Veneri, « Can occupational labor shortages be identified using available data? », *Monthly Labor Review*, vol. 122, mars 1999.

Trois des sept professions montrant des signes de déséquilibre appartiennent au secteur de la santé : infirmières en chef et infirmières enregistrées, technologues et techniciens des services de la santé, et aides médicaux et assistants en milieu hospitalier de niveau élémentaire. Deux autres relèvent du groupe de la gestion.

La méthode utilisée par le BLS tend à sous-estimer le nombre de professions soumises à des déséquilibres entre l'offre et la demande. Le BLS admet que les critères employés renferment un élément d'arbitraire mais il fait valoir qu'ils ont été choisis de façon à éliminer toute profession qui pourrait se trouver dans une zone indécise si des critères moins rigoureux étaient appliqués. Ainsi, la méthode employée par le BLS exclurait les professions où les salaires ne peuvent s'accroître en raison de contraintes institutionnelles – par exemple, lorsqu'il y a une structure salariale fixe au sein d'une organisation. Pour déterminer quelles professions seront soumises à des déséquilibres entre l'offre et la demande, nous proposerons au chapitre 2 une nouvelle approche qui conjugue les données relatives au marché du travail à l'évolution prévue de la demande et de l'offre.

Le tableau qui suit présente les résultats d'une version modifiée de la méthode du BLS qui vise à déterminer quelles professions sont présentement soumises à des pressions à la baisse, c'est-à-dire que l'offre de travail y est supérieure à la demande. On classe dans cette catégorie les professions où le taux de croissance de l'emploi est inférieur au taux moyen d'au moins 50 %, l'augmentation des salaires est d'au moins 30 % plus faible que la moyenne et le taux de chômage est d'au moins 30 % supérieur à la moyenne. Comme le montre le tableau, seulement quatre professions se trouvent actuellement dans cette situation.

Genre de compétence	Professions	Emploi 2003 (en milliers)
Affaires, finance et administration	Commis en bureautique et en éditique (CTP 142)	83,6
Arts, culture, sports et loisirs	Annonceurs et autres artistes de spectacle (CTP 523)	10,4
Secteur primaire	Capitaines et officiers de pêche (CTP 826)	22,2
	Surveillants de l'exploitation forestière (CTP 842)	20,5

Chapitre 2 : Perspectives du marché du travail

Nous voulons dans ce chapitre attirer l'attention sur les changements qui se produiront vraisemblablement au sein du marché du travail canadien au cours de la prochaine décennie (c'est-à-dire de 2004 à 2013), d'après des prévisions mises au point par la Division des prévisions et de l'analyse du marché du travail et des compétences de la Direction de la recherche en politiques et coordination (DRPC) à l'été 2004⁵. Les sections qui suivent aborderont les tendances projetées relatives aux aspects suivants :

- les indicateurs agrégés du marché du travail tels que l'emploi, la population active et le taux de chômage;
- la demande de travail (nouvelles ouvertures d'emploi), découlant d'une activité économique accrue (demande d'expansion) et des départs à la retraite;
- l'offre de travail ou les nouveaux chercheurs d'emploi.

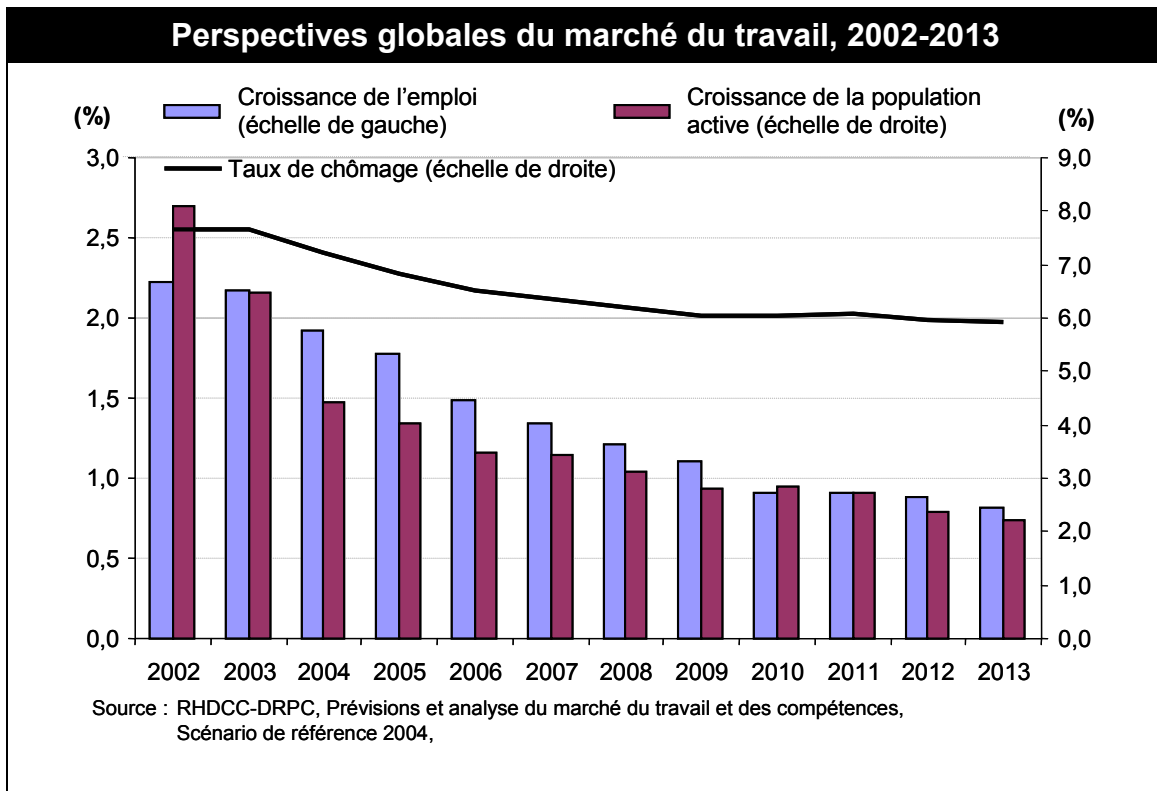
La quatrième section du chapitre est consacrée à une évaluation des pressions éventuelles au niveau des professions. Il pourra y avoir des pressions à la hausse si le nombre de nouveaux emplois dépasse le nombre de nouveaux chercheurs d'emploi, tandis que des pressions à la baisse se produiront si le nombre de nouveaux chercheurs d'emploi dépasse celui des nouveaux emplois. On trouvera dans la dernière section une liste des professions qui font présentement l'objet de pressions importantes et où l'évolution prévue de la demande et de l'offre de travail ne suffira pas à corriger les déséquilibres actuels.

2.1 Perspectives générales

On s'attend à ce que l'emploi total croisse à un taux annuel moyen de 1,5 % au cours des cinq prochaines années (2004-2008)⁶. Bien qu'il s'agisse là d'un ralentissement par rapport aux 2,2 % enregistrés de 1999 à 2003, on prévoit que l'économie canadienne créera environ 1,26 million de nouveaux emplois au cours de cette période. Comme on prévoit par ailleurs que la population active augmentera de 1,2 %, le taux de chômage devrait diminuer graduellement pour atteindre 6,2 % en 2008. Pour la période de 2009 à 2013, la croissance de l'emploi devrait connaître une évolution parallèle à celle de la population active (0,9 %) et le taux de chômage devrait diminuer très légèrement pour atteindre 6,0 % à la fin de la période.

⁵ On peut obtenir des données sur les hypothèses macroéconomiques et sectorielles utilisées dans les prévisions auprès de la Division des prévisions et de l'analyse du marché du travail et des compétences.

⁶ Compte tenu des risques inhérents aux exercices de prévision à long terme, l'analyse détaillée selon l'industrie et la profession se concentre sur les cinq premières années de la période de prévision. Pour plus de détails au sujet des étapes de la prévision, voir le diagramme présenté à l'annexe 2.



Les projections relatives aux facteurs démographiques et à l'évolution de l'activité économique et de la productivité ont des incidences sur les prévisions de l'emploi.

- Au cours des cinq prochaines années, le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada devrait croître à un taux annuel moyen de 3,0 %, avant de ralentir pour atteindre son taux de croissance potentiel à long terme de 2,7 %. Le principal facteur à l'origine de cette décélération est le ralentissement de la croissance globale de la population, qui se répercutera sur la population active. Le vieillissement de la population aura lui aussi un effet d'amortissement sur la croissance de la population active par suite des départs à la retraite, et cela aura des incidences sur la croissance potentielle de la production et sur l'évolution de la consommation.
- Comme le taux d'inflation se maintient généralement à l'intérieur de la fourchette cible de la Banque du Canada (entre 1 et 3 %, avec un taux moyen de 2 %) depuis plusieurs années déjà, on prévoit que la Banque ajustera les instruments monétaires de façon à ce que la croissance de la demande corresponde de plus près à cette croissance potentielle moins rapide.
- On s'attend à ce que la croissance de la productivité du travail (mesurée suivant la production par travailleur) se maintienne en moyenne autour de 1,4 % au cours des cinq prochaines années, dépassant le taux moyen de 1,1 % enregistré de 1977 à 2003. Les principaux facteurs à l'origine de cette hausse relativement rapide de la productivité sont le vieillissement de la main-d'œuvre (qui se traduira par un nombre proportionnellement plus élevé de travailleurs expérimentés), l'augmentation du

nombre de travailleurs possédant une scolarité plus élevée et la croissance vigoureuse des investissements en machines et en matériel⁷.

On trouvera à l'annexe 3 des données plus détaillées sur les projections relatives à l'évolution démographique et au marché du travail.

2.2 Demande de travail

Lorsqu'on analyse le marché du travail, il importe d'examiner les deux principales sources des ouvertures d'emploi :

- La première, qu'on peut appeler la **demande d'expansion**, est liée aux nouveaux emplois créés grâce à une intensification de l'activité économique. Il s'agit ici des « emplois requis », c'est-à-dire du nombre de personnes nécessaires pour atteindre un certain niveau de production à un niveau de productivité donné. Il ne s'agit pas du nombre de personnes qui seront effectivement embauchées, car celui-ci dépend notamment du nombre de personnes qualifiées pour occuper les nouveaux emplois. Comme on l'a mentionné plus tôt, on s'attend à ce que la demande d'expansion augmente à un taux annuel moyen de 1,5 % au cours des cinq prochaines années, créant 1,26 million d'emplois de 2004 à 2008. Dans les sections qui suivent, la demande d'expansion est subdivisée selon l'industrie et la profession (en tenant compte du genre et du niveau de compétence);
- Une deuxième source d'emplois est rattachée aux travailleurs qui quittent leur emploi, notamment ceux qui prennent leur **retraite**. On prévoit qu'au cours des cinq prochaines années, environ 1,48 million de travailleurs prendront leur retraite, soit 2,0 % de la population active par année. Les données sur les départs à la retraite sont subdivisées selon la profession;
- Il ne sera pas question dans l'analyse qui suit des autres raisons de quitter son emploi (décès, découragement, grossesse, éducation des enfants, etc.), mais on en a tenu compte dans l'analyse des perspectives d'avenir.

2.2.1 Demande d'expansion selon l'industrie

L'évolution démographique et macroéconomique va se répercuter sur la croissance économique et la structure industrielle du Canada. En premier lieu, on peut s'attendre à ce que le ralentissement de la croissance démographique contribue à une décélération de la croissance de la production et de l'emploi dans la plupart des industries, tandis que l'évolution de la pyramide des âges de la population transformera la structure industrielle en favorisant le secteur des services, notamment dans la santé. Certaines autres tendances structurelles auront également un impact sur la composition sectorielle de l'économie

⁷ On prévoit que les investissements en machines et en matériel croîtront à un taux moyen de 8,4 % de 2004 à 2008, soit bien au-dessus des 5,1 % enregistrés au cours des deux dernières décennies, car les entreprises devront suivre de près le progrès technologique afin d'accroître leur efficacité et de conserver leur compétitivité au sein d'une économie mondiale fondée sur le savoir.

canadienne – par exemple, la transition vers une économie de plus en plus axée sur le savoir et l'accessibilité réduite de certaines ressources naturelles.

On s'attend à ce que de 2004 à 2008, c'est dans le secteur des services que l'emploi augmentera le plus, le taux de croissance annuel moyen prévu étant de 1,7 % (soit une hausse de 1,06 million d'emplois au cours de la période). Dans les industries productrices de biens, le nombre de nouveaux emplois créés sera inférieur à la moyenne, car le taux d'augmentation sera de 1,0 % par année (0,2 million d'emplois).

- Du côté des services, la croissance de l'emploi sera particulièrement forte dans les secteurs de la santé, des systèmes informatiques et des services professionnels, ce qui sera attribuable notamment à l'augmentation des dépenses publiques en soins de santé rendue possible grâce à l'amélioration de la situation financière des gouvernements, à la transition qui se poursuit vers l'économie du savoir et au recours accru à l'impartition par les entreprises. Par contre, on s'attend à ce que l'emploi augmente plutôt faiblement dans certaines autres industries – dans le groupe finances, assurances et immobilier en raison de la diminution prévue de la construction résidentielle et de l'automatisation accrue, et dans le secteur de l'enseignement en raison du ralentissement démographique prévu.
- Les projections indiquent que parmi les industries productrices de biens, les mines et la fabrication devraient enregistrer une croissance de l'emploi proche du taux moyen pour l'ensemble de l'économie (1,5 %) pendant les années 2004 à 2008. Dans les autres industries (construction et services d'utilité publique), la croissance de l'emploi sera inférieure à la moyenne, tandis que dans l'exploitation forestière et la pêche on peut s'attendre à ce que la baisse de l'emploi se poursuive. Dans la fabrication, les perspectives sont partagées : la croissance de l'emploi devrait être robuste dans l'informatique et l'électronique, dans certaines catégories de matériel de transport (produits et pièces pour l'aérospatiale) et dans les produits métallurgiques et les machines, tandis qu'elle devrait être faible dans l'industrie des véhicules et pièces automobiles, celle des pâtes et papier, la fabrication de produits du bois et l'imprimerie.

On trouvera à l'annexe 4 des données détaillées sur les perspectives relatives au PIB et à l'emploi dans 33 industries⁸.

⁸ Ces 33 industries sont le résultat d'un amalgame des codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) à deux, trois et quatre chiffres.

2.2.2 Demande d'expansion selon la profession

Deux grands facteurs influent sur la demande d'expansion (qui contribue à la création de nouveaux emplois) vis-à-vis les professions, soit l'évolution prévue de l'industrie où se trouve une profession donnée et la façon dont les facteurs structurels influent sur chaque profession.

L'analyse des professions exposée ci-dessous porte uniquement sur l'emploi non étudiant (soit 92,8 % de l'emploi total en 2003), car nous nous intéressons ici au marché du travail permanent et non aux jeunes qui occupent un emploi tout en étudiant et qui ont tendance à se concentrer dans les secteurs de la vente et des services. Parmi les 1,26 million d'emplois dont on prévoit la création au cours des cinq prochaines années, 1,17 million seront occupés par des travailleurs non étudiants.

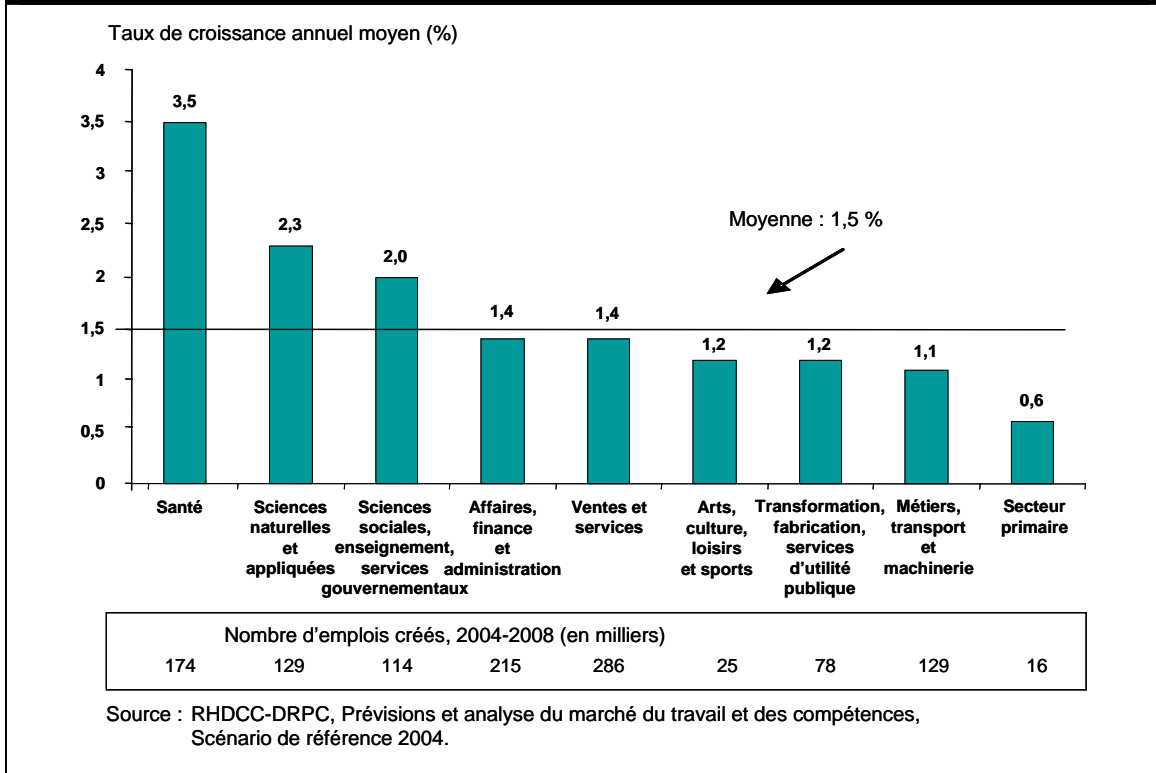
Professions où la croissance de la demande sera supérieure à la moyenne

D'après les prévisions, c'est dans les professions liées à la santé, aux sciences naturelles et appliquées et au groupe sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux que l'emploi affichera les taux de croissance les plus élevés.

Dans le cas des professions de la **santé**, cette croissance vigoureuse (3,5 % par année) s'explique par l'augmentation des dépenses publiques en santé, conjuguée aux besoins grandissants en soins de santé d'une population vieillissante. On s'attend à ce que toutes les professions de la santé (selon la classification à trois chiffres) croissent à un rythme supérieur à la moyenne, sans égard aux niveaux de scolarité et de formation requise.

Dans le groupe des **sciences naturelles et appliquées**, la croissance de l'emploi (à un taux projeté de 2,3 % par année) sera surtout soutenue par la croissance prévue dans les services informatiques, les services d'experts-conseils et les autres services professionnels. Le secteur de la conception de systèmes informatiques devrait se placer au troisième rang dans l'ensemble des industries. Cette situation favorisera les mathématiciens, les analystes de systèmes et les programmeurs d'ordinateurs ainsi que les professions techniques de l'électronique et du génie électrique. Tant les ingénieurs que les professions techniques du génie bénéficieront de la transition vers l'économie du savoir.

Croissance de l'emploi non étudiant selon le genre de compétence, 2004-2008



On s'attend à ce que la demande accrue de travailleurs qualifiés, le besoin grandissant de professionnels dans le secteur public et l'amélioration de la situation budgétaire se traduisent par une augmentation de l'emploi de 2,0 % par année dans le groupe **sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux**. Plusieurs professions en bénéficieront, notamment les professeurs d'université et de collège, les psychologues et les travailleurs sociaux.

Professions où la croissance de la demande sera proche de la moyenne

D'après les projections, l'emploi dans le secteur **affaires, finance et administration** augmentera de 1,4 % entre 2004 et 2008, soit un taux proche de la moyenne pour l'ensemble de l'économie. Les innovations technologiques dans le secteur des services bancaires, financiers et immobiliers (guichets automatiques, Internet, etc.) entraîneront une hausse de la productivité et limiteront la croissance de l'emploi. Les emplois de secrétaires, rapporteurs et transcripteurs et ceux de commis en bureautique et en éditique (commis pour la saisie des données, etc.) continueront de se faire plus rares.

Bien que soutenue par l'augmentation du revenu personnel disponible, la croissance de l'emploi dans les professions du groupe **ventes et services** (1,4 %) sera considérablement affaiblie par l'impact du commerce électronique et des magasins à grande surface. Elle sera plus rapide dans les professions spécialisées (les surveillants des ventes et des services, par exemple) comparativement aux postes intermédiaires (qui ne nécessitent habituellement

qu'un diplôme d'études secondaires) ou élémentaires (qui ne requièrent qu'une formation en cours d'emploi). On note toutefois une exception importante, soit les aides médicaux et les assistants en milieu hospitalier, groupe qui devrait afficher un taux de croissance supérieur à la moyenne. En chiffres absolus, ce sont cependant les professions liées aux ventes et aux services qui devraient enregistrer le plus grand nombre de nouveaux emplois non étudiants de 2004 à 2008, soit environ 286 000.

Dans le groupe **arts, culture, loisirs et sports**, la hausse de la productivité attribuable à l'amélioration des techniques d'information et à l'intensification de la concentration dans le secteur des médias aura tendance à limiter la croissance de l'emploi (1,2 %). En revanche, l'augmentation du revenu personnel disponible et le vieillissement de la population devraient favoriser ces professions du fait que les personnes plus âgées ont tendance à consommer davantage d'activités culturelles et artistiques. Les concepteurs artistiques et les artisans (et plus particulièrement les designers graphiques et les illustrateurs) connaîtront vraisemblablement une conjoncture favorable en raison de la popularité des jeux vidéo et du nombre grandissant de sites Web.

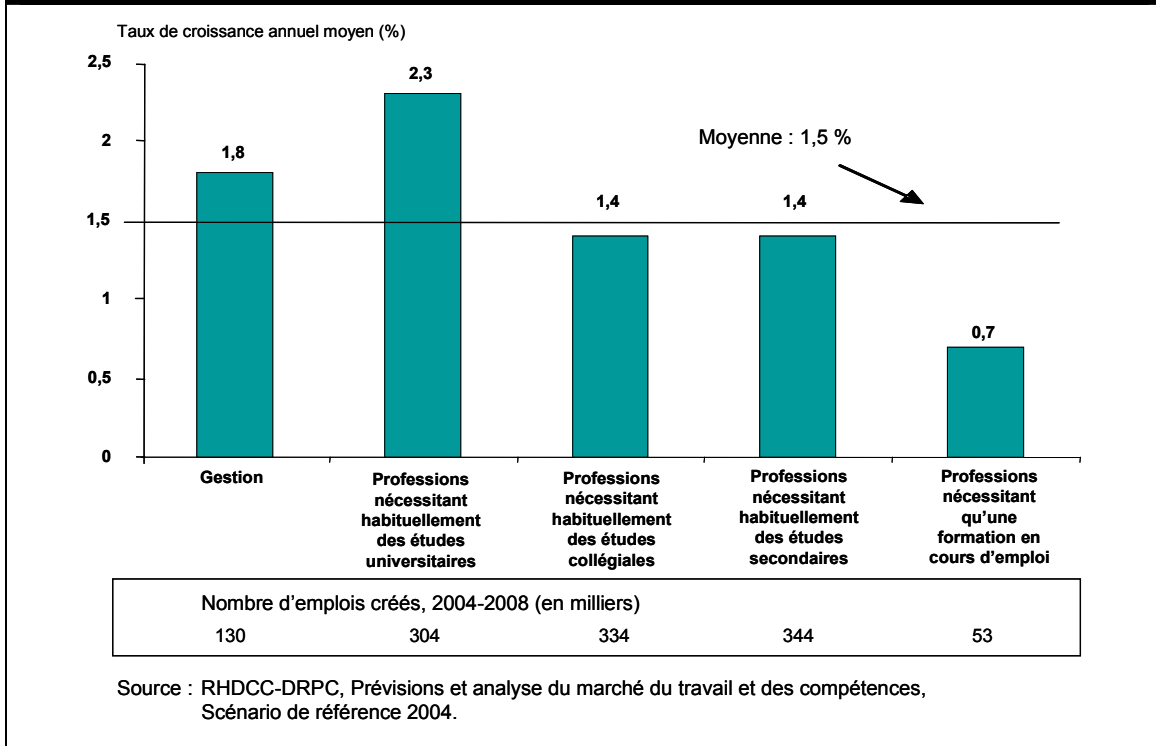
On s'attend à ce que la création d'emplois dans le groupe **fabrication, transformation et services d'utilité publique** soit légèrement en deçà de la moyenne (1,2 %). Certaines industries de la fabrication – produits métalliques, machines et produits informatiques et électroniques, par exemple – afficheront vraisemblablement des taux supérieurs à la moyenne tandis que des secteurs comme la fabrication de véhicules automobiles, les produits du bois, les pâtes et papier et l'imprimerie auront sans doute des taux plus faibles.

Professions où la croissance de la demande sera inférieure à la moyenne

Le groupe **métiers, transport et machinerie** sera touché par les perspectives, très différentes, des secteurs de la construction et des transports. D'une part, la croissance prévue de l'économie américaine devrait stimuler les exportations canadiennes vers ce pays et créer un environnement favorable dans les transports et l'entreposage. Par contre, l'emploi dans la construction devrait croître à un taux inférieur à la moyenne par suite de la baisse qui se manifestera dans la construction résidentielle après les taux record enregistrés ces dernières années. Bien qu'on s'attende à une augmentation dans la construction non résidentielle, elle ne compensera que partiellement la faiblesse du secteur résidentiel car la construction non résidentielle nécessite moins de main-d'œuvre. Dans l'ensemble, on s'attend à ce que l'emploi au sein de ce groupe augmente de 1,1 % au cours des cinq prochaines années.

C'est dans le **secteur primaire** que la croissance de l'emploi selon le genre de compétence sera la plus lente. On enregistrera des taux faibles dans la plupart des professions propres au secteur primaire, à l'exception des professions du secteur minier. Globalement, l'emploi dans le secteur primaire affichera un taux inférieur à la moyenne (0,6 %) entre 2004 et 2008. Le conflit du bois d'œuvre avec les États-Unis, les contraintes entourant diverses ressources naturelles (attribuables à une baisse des ressources disponibles ou aux pressions qui s'exercent sur l'environnement) ainsi que la hausse de la productivité auront pour effet de limiter les perspectives d'emploi dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, des pêches et de l'extraction du pétrole et du gaz.

Croissance de l'emploi non étudiant selon le niveau de compétence, 2004-2008



Près des deux tiers des nouveaux emplois non étudiants nécessiteront des études postsecondaires ou feront partie du groupe de la gestion

Au cours des cinq prochaines années, près des deux tiers des nouveaux emplois non étudiants (66 %) requerront vraisemblablement des études postsecondaires ou feront partie du groupe de la gestion⁹. En 2003, environ 58 % de tous les travailleurs non étudiants occupaient des emplois appartenant à ces catégories.

C'est dans les professions exigeant des études universitaires que l'emploi devrait croître le plus rapidement (soit à un taux annuel moyen de 2,3 %). Cette progression rapide dans les professions hautement qualifiées s'explique en partie par la transition continue vers l'économie du savoir et par l'augmentation de dépenses publiques favorisant l'emploi dans le secteur de la santé. On prévoit que la croissance de l'emploi sera plus faible (0,7 %) dans les professions n'exigeant habituellement qu'une formation en cours d'emploi.

On trouvera à l'annexe 5 des données relatives aux projections sur la croissance de l'emploi selon la profession.

⁹ On suppose ici que la plupart des postes de gestion nécessitent un niveau de compétence élevé.

2.2.3 Ouvertures d'emploi découlant des départs à la retraite

Des ouvertures d'emploi se feront également jour à la faveur des départs des travailleurs qui prennent leur retraite. Le nombre de départs à la retraite au sein de chaque profession est déterminé principalement par l'interaction de deux variables, soit la répartition de la population active selon l'âge, et l'âge moyen à la retraite¹⁰. Les pressions attribuables aux départs à la retraite seront plus importantes dans les professions où la main-d'œuvre est plus âgée et où l'âge de la retraite est relativement moins élevé. En 2003, l'âge moyen des personnes employées était de 39 ans tandis que l'âge de retraite médian était de 61 ans.

On prévoit qu'au cours des cinq prochaines années, 1,48 million de personnes prendront leur retraite, soit 2,0 % de la population active à chaque année. Les pressions attribuables à ce facteur seront plus fortes dans certains groupes de professions.

Professions où les pressions liées aux départs à la retraite seront les plus fortes

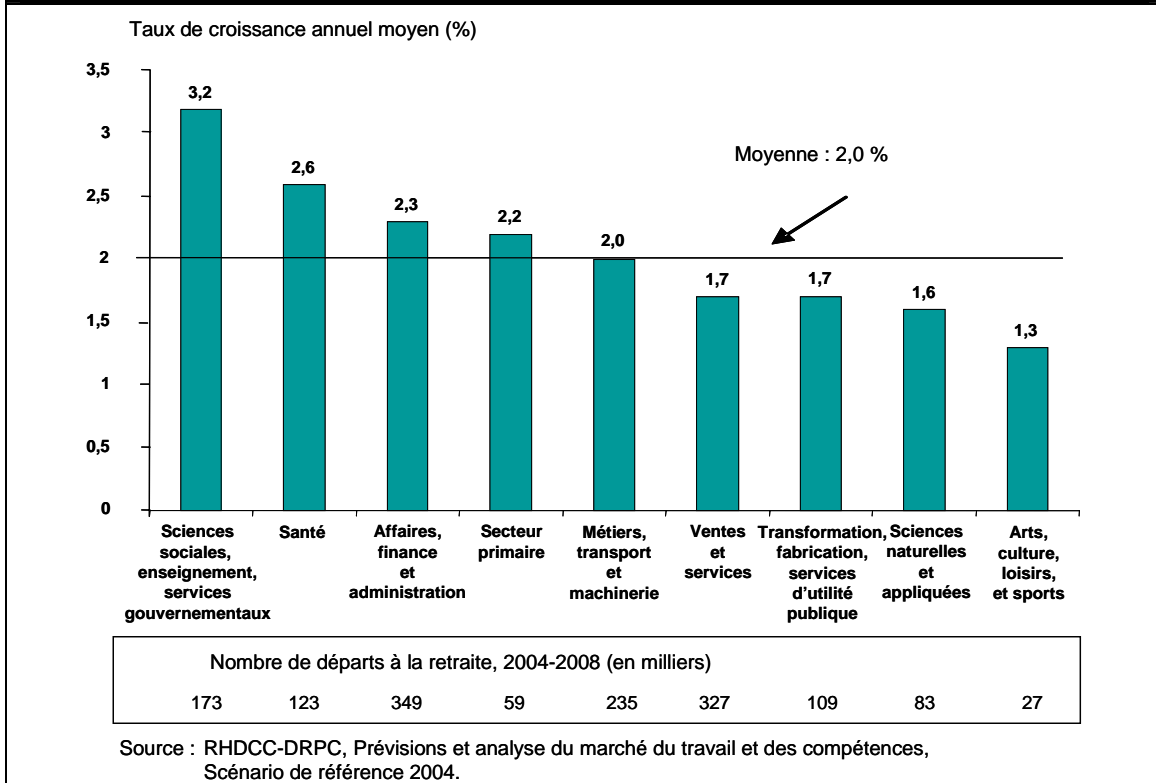
On prévoit que deux groupes de professions seront tout particulièrement touchés par les pressions liées aux départs à la retraite entre 2004 et 2008. Dans le groupe **sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux**, on s'attend à ce qu'en moyenne, 3,2 % des travailleurs prennent leur retraite à chaque année, ce qui est attribuable au fait que l'âge de la retraite y est moins élevé (58 ans) tandis que l'âge moyen de la main-d'œuvre y est plus élevé (42 ans). Les professions qui joueront un rôle clé à cet égard comprennent les enseignants et conseillers pédagogiques à l'élémentaire et au secondaire, les professeurs de niveau collégial et autres enseignants de cours professionnels, et les professeurs d'université.

Environ 2,6 % des professionnels de la **santé** devraient prendre leur retraite chaque année car c'est là un autre groupe où la main-d'œuvre est plus âgée (42 ans). Les sous-groupes qui feront passer le taux au-dessus de la moyenne comprennent les gestionnaires dans le domaine de la santé, de l'éducation et des services sociaux et communautaires, ainsi que les infirmières en chef et les infirmières enregistrées.

Il importe de souligner qu'on s'attend également à ce que ces deux groupes connaissent certains des taux les plus élevés en ce qui concerne la croissance de la demande d'expansion.

¹⁰ On calcule le nombre prévu de départs à la retraite par année entre 2004 et 2008 en déterminant pour chaque profession le nombre de travailleurs dont l'âge se situe à cinq ans ou moins de l'âge de retraite médian propre à cette profession. On suppose que ces travailleurs prendront leur retraite au cours des cinq prochaines années puisqu'ils s'approcheront de l'âge médian. On établit les taux de retraite annuels moyens en calculant le rapport entre le nombre prévu de départs à la retraite chaque année dans chaque profession et le niveau d'emploi non-étudiant en 2003.

Taux annuels moyens de départs à la retraite selon le genre de compétences, 2004-2008



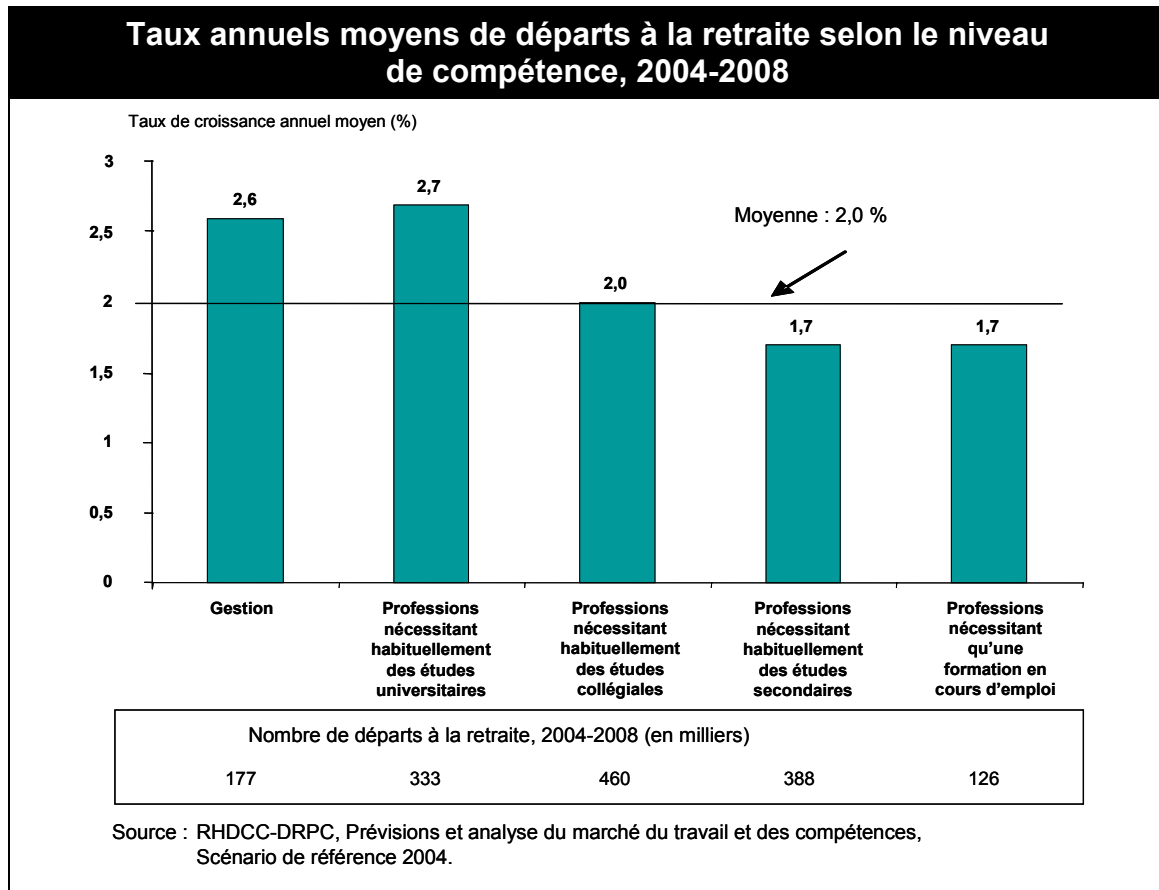
Professions où les pressions liées aux départs à la retraite seront faibles

C'est dans le groupe **arts, culture, loisirs et sports** que les taux projetés de départs à la retraite sont les moins élevés (1,3 %). Les personnes qui exercent ces professions ont tendance à prendre leur retraite plus tard (à un âge moyen de 64 ans) tandis que l'âge moyen de la main-d'œuvre y est de 38 ans. Les taux de départs à la retraite sont les plus élevés parmi les bibliothécaires et archivistes, le personnel des musées et des galeries d'art et les gestionnaires, mais ils sont beaucoup plus faibles parmi les annonceurs et autres artistes de spectacle, photographes et techniciens en graphisme.

C'est dans les professions hautement qualifiées que les pressions liées aux départs à la retraite devraient être les plus fortes

Pour ce qui est du niveau de compétence, on s'attend à ce que les pressions liées à la retraite soient les plus fortes parmi les professions nécessitant généralement des études universitaires (2,7 %) et parmi celles qui appartiennent au groupe de la gestion (2,6 %). Dans ces deux groupes, la main-d'œuvre est beaucoup plus âgée que la moyenne, soit de 41 et 44 ans, respectivement.

À l'inverse, c'est dans les professions exigeant habituellement moins qu'un diplôme d'études secondaires et celles qui ne requièrent qu'une formation en cours d'emploi que les pressions attribuables aux départs à la retraite sont les plus faibles. La moyenne d'âge dans ces deux groupes est en effet moins élevée. Par exemple, l'âge moyen de la main-d'œuvre dans les professions n'exigeant généralement qu'une formation en cours d'emploi est de 35 ans. Les pressions seront plus faibles pour les postes de caissiers, les professions dans les services des aliments et boissons, les serveurs au comptoir et les aides de cuisine.



2.3 Offre de travail

On estime le nombre de nouveaux chercheurs d'emploi à partir des données sur le nombre d'étudiants qui quittent le système d'enseignement régulier chaque année (sortants scolaires), des immigrants récemment arrivés et des personnes qui réintègrent le marché du travail après s'en être absentes.

On répartit ensuite le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi parmi les professions. Les nouveaux venus qui sortent du système d'enseignement sont répartis sur une base *ex ante* lorsque la transition est évidente (par exemple, tous les diplômés en sciences infirmières représentent une nouvelle offre potentielle d'infirmiers et d'infirmières) ou sur une base *ex post* au moyen des résultats de l'Enquête nationale auprès des diplômés lorsque la transition n'est pas évidente (par exemple, un étudiant qui a obtenu une maîtrise en administration). Les immigrants récemment arrivés qui entrent sur le marché

du travail sont répartis entre les professions selon le recensement de 2001, qui renferme des renseignements sur la répartition professionnelle des immigrants entrés sur le marché du travail canadien entre 1996 et 2001. On utilise cette répartition afin d'éviter toute confusion entre la profession « souhaitée ou envisagée » des immigrants et leur profession « occupée ». On peut comparer la ventilation professionnelle des nouveaux chercheurs d'emploi à la répartition observée en 2003 afin de déterminer si la nouvelle offre de travailleurs correspond à la structure actuelle des professions.

Professions où l'offre de travail sera faible

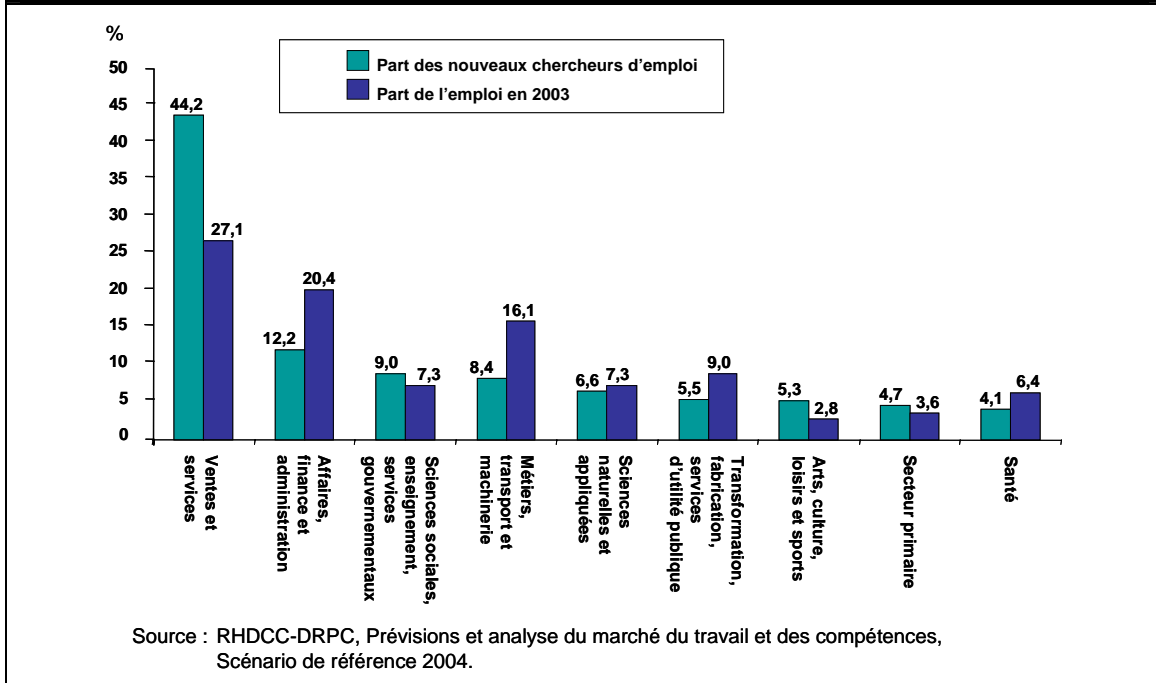
On prévoit que les professions du groupe **affaires, finance et administration** attireront 12 % des nouveaux chercheurs d'emploi au cours des cinq prochaines années; ce groupe représentait 20 % des emplois non étudiants en 2003. Les postes de gestion devraient bénéficier tout particulièrement de cet afflux. Le secteur de la **santé**, où se trouvent actuellement 6 % des postes, devrait attirer 4 % des nouveaux demandeurs d'emploi. D'après les prévisions, plusieurs professions de ce secteur seront confrontées à des pénuries du côté de l'offre, notamment au niveau des postes de gestion et dans certaines professions médicales (optométristes et chiropraticiens, par exemple).

L'offre sera également déficitaire dans certaines professions du groupe **métiers, transport et machinerie** (par exemple, entrepreneurs et contremaîtres du personnel des métiers, techniciens de machines fixes et opérateurs de centrales et de réseaux électriques), de même que dans certaines professions du groupe **transformation, fabrication et services d'utilité publique** (surveillants dans la fabrication, opérateurs de poste central de contrôle dans les procédés de fabrication).

Professions où l'offre de travail sera forte

On prévoit qu'au cours des cinq prochaines années, plus de 44 % des nouveaux demandeurs d'emploi chercheront du travail dans les professions du groupe **ventes et services**. Comme ce groupe représentait 27 % de tous les emplois non étudiants en 2003, on peut prévoir que la proportion de nouveaux arrivés y sera élevée. Cette nouvelle offre sera particulièrement forte dans les professions faiblement qualifiées, par exemple le personnel élémentaire dans la vente et les services (caissiers, nettoyeurs, serveurs au comptoir, etc.). L'offre sera plus faible dans certaines autres professions appartenant à ce groupe (policiers et pompiers, par exemple).

Répartition des nouveaux chercheurs d'emploi selon le genre de compétence, 2004-2008

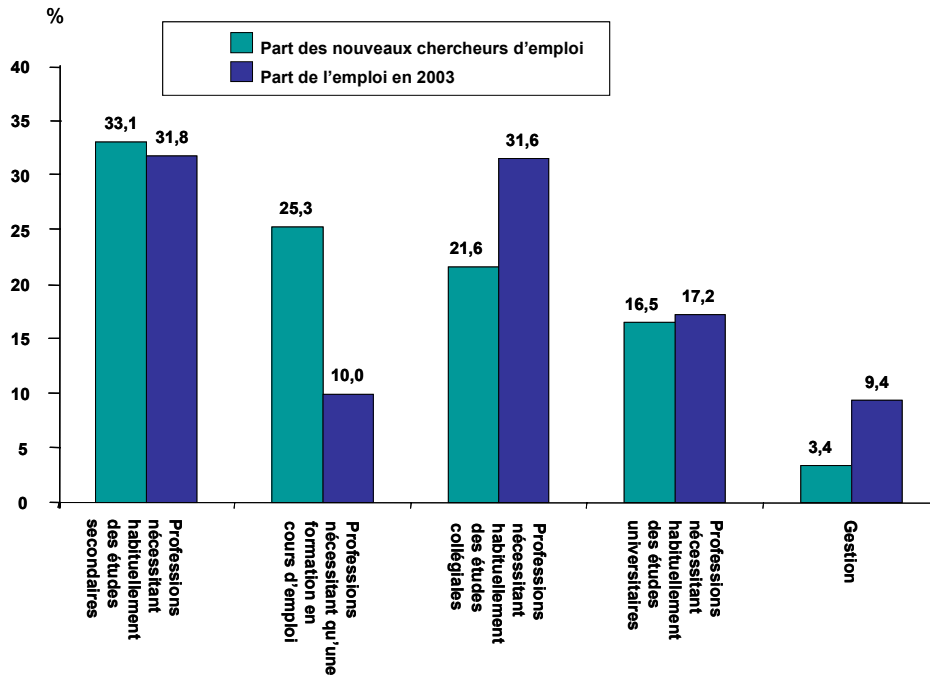


Il y a aura également une offre de travail abondante dans le groupe **arts, culture, loisirs et sports**, en particulier parmi les annonceurs et autres artistes de spectacle, ainsi que parmi les athlètes, entraîneurs et arbitres et le personnel assimilé des sports et des loisirs.

La nouvelle offre de travail sera forte dans les professions nécessitant habituellement moins que des études postsecondaires

Les professions exigeant une formation postsecondaire représentaient 58 % des emplois non étudiants en 2003, mais on s'attend à ce que seulement 42 % des nouveaux venus sur le marché du travail chercheront un emploi au sein de ces professions, qui se verront ainsi aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre. Selon les prévisions, cette situation prévaudra notamment dans les professions exigeant au moins un diplôme collégial ou une formation d'apprenti ainsi que dans celles qui sont liées à la gestion.

Répartition des nouveaux chercheurs d'emploi selon le niveau de compétence, 2004-2008



Source : RHDCC-DRPC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences, Scénario de référence 2004.

En revanche, il devrait y avoir une proportion élevée de gens cherchant des emplois dans les professions qui ne nécessitent pas d'études postsecondaires, en particulier celles qui n'exigent qu'une formation en cours d'emploi. Plus de 25 % des nouveaux venus sur le marché du travail chercheront vraisemblablement un emploi dans ces professions, en excédent par rapport à la proportion des emplois non étudiants dans ce groupe en 2003 (10 %).

2.4 Conjoncture future du marché du travail selon la profession

Pour décrire la conjoncture à laquelle feront face différentes professions à l'avenir, on peut faire appel à un processus en deux étapes :

- On évalue d'abord les pressions qui pourraient éventuellement s'exercer sur chacune des professions en comparant le nombre d'ouvertures d'emploi au nombre de nouveaux chercheurs d'emploi. Il y aura des pressions à la hausse si le nombre d'ouvertures d'emploi est très supérieur à celui des nouveaux demandeurs d'emploi. Par contre, si ce

dernier dépasse de beaucoup le nombre des ouvertures d'emploi, on se trouvera en présence de pressions à la baisse¹¹;

- En comparant ensuite la situation actuelle aux pressions éventuelles établies de cette façon, on peut prédire ce que sera la conjoncture future du marché du travail selon la profession et quelles professions seront exposées à des déséquilibres importants entre l'offre et la demande.

Le tableau suivant décrit la conjoncture actuelle du marché du travail pour diverses professions considérées sous l'angle du niveau et du genre de compétence, ainsi qu'une appréciation de l'évolution prévue de la demande et de l'offre de travail au cours des cinq prochaines années, des déséquilibres qui pourraient éventuellement se manifester et de la conjoncture future qui en résultera.

Conjoncture actuelle et future du marché du travail selon la profession								
	Emplois non étudiants 2003 (en milliers)	Conjoncture actuelle du marché du travail	Demande d'expansion (1)	Départs à la retraite (2)	Demande de travail (3)=(1)+(2)	Offre de travail (4)	Pressions éventuelles (3) c. (4)	Conjoncture future du marché du travail
Total	14 613,1	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Genre de compétence								
Affaires, finance et administration	2 980,7	Satisfaisante	M	SM	M	M	-	Satisfaisante
Sciences naturelles et appliquées	1 064,4	Satisfaisante	SM	M	M	M	-	Satisfaisante
Santé	934,6	Favorable	SM	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Sciences sociales, enseignement, services gouvernementaux et assimilés	1 073,2	Satisfaisante	SM	SM	SM	SM	-	Satisfaisante
Arts, culture, loisirs et sports	408,8	Satisfaisante	M	M	IM	SM	Baisse	Satisfaisante*
Ventes et services	3 952,9	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Métiers, transport et machinerie	2 351,2	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Secteur primaire	527,2	Médiocre	IM	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	1 319,7	Médiocre	M	M	M	M	-	Médiocre
Niveau de compétence								
Gestion	1 372,1	Favorable	M	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Diplôme universitaire	2 513,6	Satisfaisante	SM	SM	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Diplôme collégial ou formation d'apprenti	4 612,1	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Diplôme d'études secondaires	4 653,4	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Formation en cours d'emploi uniquement	1 461,5	Médiocre	IM	M	IM	IM	Baisse	Médiocre
SM = niveau supérieur à la moyenne; M = niveau moyen; IM = niveau inférieur à la moyenne; -- = aucun changement; * = pressions insuffisantes pour modifier l'appréciation de la conjoncture future.								
Source : RHDCC-DRPC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences, Scénario de référence 2004.								

La conjoncture restera favorable pour les professions du secteur de la santé...

On prévoit qu'au cours des cinq prochaines années, c'est dans le secteur de la santé que les pressions éventuelles seront les plus fortes, en raison d'une augmentation de la demande d'expansion supérieure à la moyenne, d'un nombre supérieur à la moyenne de

¹¹ C'est donc dire qu'on évalue les déséquilibres éventuels selon la profession à l'aide d'estimations quantitatives de l'offre et de la demande nouvelles. Les hausses salariales n'entrent pas en ligne de compte dans cette évaluation parce qu'il est difficile d'établir des prévisions de cette variable pour chacune des professions.

départs à la retraite et d'un accroissement moyen de l'offre nouvelle de travailleurs. La conjoncture actuelle du marché du travail est déjà favorable pour ce groupe de professions, et on s'attend à ce qu'elle reste favorable à l'avenir.

Les pressions éventuelles devraient être faibles au cours des cinq prochaines années dans les groupes suivants : ventes et services; arts, culture, loisirs et sports; secteur primaire. Cette situation s'explique généralement par une croissance moyenne ou inférieure à la moyenne de la demande d'expansion, un nombre relativement peu élevé de personnes prenant leur retraite et une croissance supérieure à la moyenne de la nouvelle offre de travail.

...et les professions liées à la gestion

Les projections indiquent que les professions de la gestion et celles qui exigent habituellement des études universitaires seront soumises à des pressions grandissantes au cours des cinq prochaines années; en ce qui concerne le second groupe, toutefois, ces pressions ne suffiront pas pour créer une conjoncture favorable. La conjoncture actuelle est médiocre pour les professions qui n'exigent qu'une formation en cours d'emploi et on s'attend à ce que les pressions éventuelles y soient faibles, de sorte que les perspectives futures resteront médiocres.

Notre analyse ne signifie pour autant que toutes les professions appartenant à ces groupes connaîtront des pressions identiques. L'annexe 6 renferme des résultats détaillés pour toutes les professions suivant la classification à deux chiffres (25 groupes de professions) et à trois chiffres (139 professions). Ainsi, les professionnels dans le groupe affaires et finances (groupe à deux chiffres) jouiront d'une conjoncture future satisfaisante, mais l'une des deux professions à trois chiffres (les professionnels des ressources humaines et des services commerciaux) au sein de ce groupe bénéficiera d'une conjoncture favorable.

2.5 Professions confrontées à d'importants déséquilibres entre l'offre et la demande

La méthode employée par le Bureau of Labor Statistics pour identifier les professions exposées à des déséquilibres importants entre l'offre et la demande de travail a été évoquée à la section 1.5, où on a par ailleurs souligné que la méthode du BLS tend à sous-estimer le nombre de ces professions. Nous élargissons ici l'application de cette méthode afin de repérer les professions actuellement soumises à de telles pressions et dont on s'attend qu'elles le resteront au cours des cinq prochaines années. Pour qu'une profession soit considérée comme étant confrontée à un déséquilibre importants entre l'offre et la demande de travail, plusieurs conditions doivent être réunies :

- Le taux de chômage au sein de la profession doit actuellement être inférieur d'au moins 30 % au taux moyen pour l'ensemble de l'économie; la profession doit en outre satisfaire à au moins l'un des deux autres critères établis par le BLS : le taux de

croissance de l'emploi doit être supérieur d'au moins 50 % au taux moyen, ou bien les hausses salariales doivent être supérieures à la moyenne d'au moins 30 %;

- La profession doit être considérée comme jouissant d'une conjoncture actuelle et future « favorable »;
- Elle doit compter au moins 10 000 travailleurs afin d'éviter que des données non fiables ne génèrent des résultats incorrects;
- L'augmentation de la demande de travail attribuable à la demande d'expansion et aux départs à la retraite doit être sensiblement supérieure à la nouvelle offre de travail issue de l'immigration et du système d'enseignement régulier.

Le tableau suivant énumère un certain nombre de ces professions (suivant la classification à trois et quatre chiffres de la CTP de 1991).

Genre de compétence	Professions	Emplois non étudiants en 2003 (en milliers)
Affaires, finance et administration	Gestionnaires des ressources humaines (CTP 0112)	30,1
	Directeurs de banque, du crédit et d'autres services de placement (CTP 0122)	57,1
	Spécialistes des ressources humaines (CTP 1121)	53,0
	Agents de prêts (CTP 1232)	40,5
	Secrétaires médicales (CTP 1243)	51,0
Sciences naturelles et appliquées	Ingénieurs civils (CTP 2131)	37,3
Santé	Directeurs des soins de santé (CTP 0311)	20,8
	Médecins, dentistes et vétérinaires (CTP 311)	90,1
	Optométristes, chiropraticiens et autres professionnels en diagnostic et en traitement de la santé (CTP 312)	10,9
	Pharmaciens (CTP 3131)	19,0
	Physiothérapeutes (CTP 3142)	17,6
	Professionnels en sciences infirmières (CTP 315)	256,6
	Technologues médicaux et assistants en anatomopathologie (CTP 3211)	18,4
	Techniciens de laboratoire médical (CTP 3212)	22,5
	Hygiénistes et thérapeutes dentaires (CTP 3222)	13,6
Ambulanciers et autre personnel paramédical (CTP 3234)	16,3	
Sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux	Directeurs de la fonction publique (CTP 041)	33,3
	Psychologues (CTP 4151)	14,9
	Travailleurs sociaux (CTP 4152)	46,0
Ventes et services	Policiers et pompiers (CTP 626)	91,1
	Aides médicaux et assistants en milieu hospitalier (CTP 663)	18,1

Genre de compétence	Professions	Emplois non étudiants en 2003 (en milliers)
Métiers, transport et machinerie	Constructeurs et rénovateurs en construction domiciliaire (CTP 0712)	68,8
	Surveillants en imprimerie et personnel assimilé (CTP 7218)	12,7
	Mécaniciens et contrôleurs d'aéronefs (CTP 7315)	16,0
	Opérateurs de centrales et de réseaux électriques (CTP 7352)	10,2
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	Directeurs de la fabrication (CTP 0911)	85,5
	Surveillants dans la fabrication de produits de caoutchouc et en plastique (CTP 9214)	14,4
	Surveillants dans la fabrication d'autres produits métalliques et de pièces mécaniques (CTP 9226)	32,3
	Surveillants dans le raffinage du pétrole, le traitement du gaz et des produits chimiques (CTP 9232)	13,4

Comme on l'a indiqué précédemment, c'est dans le secteur de la santé qu'on trouve la plus forte concentration de professions qui seront vraisemblablement confrontées à des pénuries de main-d'œuvre. On s'attend à ce que ce manque de concordance entre l'offre et la demande soit particulièrement aigu dans des groupes comme les médecins, le personnel infirmier, les pharmaciens, les technologues médicaux et le personnel de soutien des services de santé. La croissance de la demande de travail sera attribuable au vieillissement de la population, à la hausse des dépenses publiques en soins de santé et à l'augmentation du nombre de départs à la retraite. La croissance de l'offre, par contre, devrait être relativement faible; l'apport de l'immigration sera limité en raison des problèmes entourant la reconnaissance des titres de compétence étrangers et de la forte demande de travailleurs de la santé à travers le monde. La nouvelle offre de travail associée aux sortants du système d'enseignement sera également restreinte en raison des longues durées de formation (jusqu'à sept ans pour les médecins) et des difficultés auxquelles les établissements sont confrontés face aux nouvelles inscriptions.

D'autres groupes feront vraisemblablement l'objet de déséquilibres à l'avenir :

- les professions de la gestion (postes de direction dans l'administration publique et gestionnaires en ressources humaines), où le niveau des départs à la retraite sera élevé;
- les sciences sociales et les services gouvernementaux (psychologues et travailleurs sociaux, notamment), à la suite de l'accroissement des dépenses publiques et des départs à la retraite;
- certaines professions liées aux ventes et aux services (policiers et pompiers, par exemple), en grande partie en raison de la demande accrue en services de sécurité et de niveaux supérieurs à la moyenne de départs à la retraite;
- plusieurs professions liées aux métiers (en particulier les constructeurs et rénovateurs en construction domiciliaire, les mécaniciens et contrôleurs d'aéronefs, les opérateurs de centrales et de réseaux électriques), en raison d'une croissance moyenne de la nouvelle demande et d'une croissance inférieure à la moyenne de l'offre nouvelle.

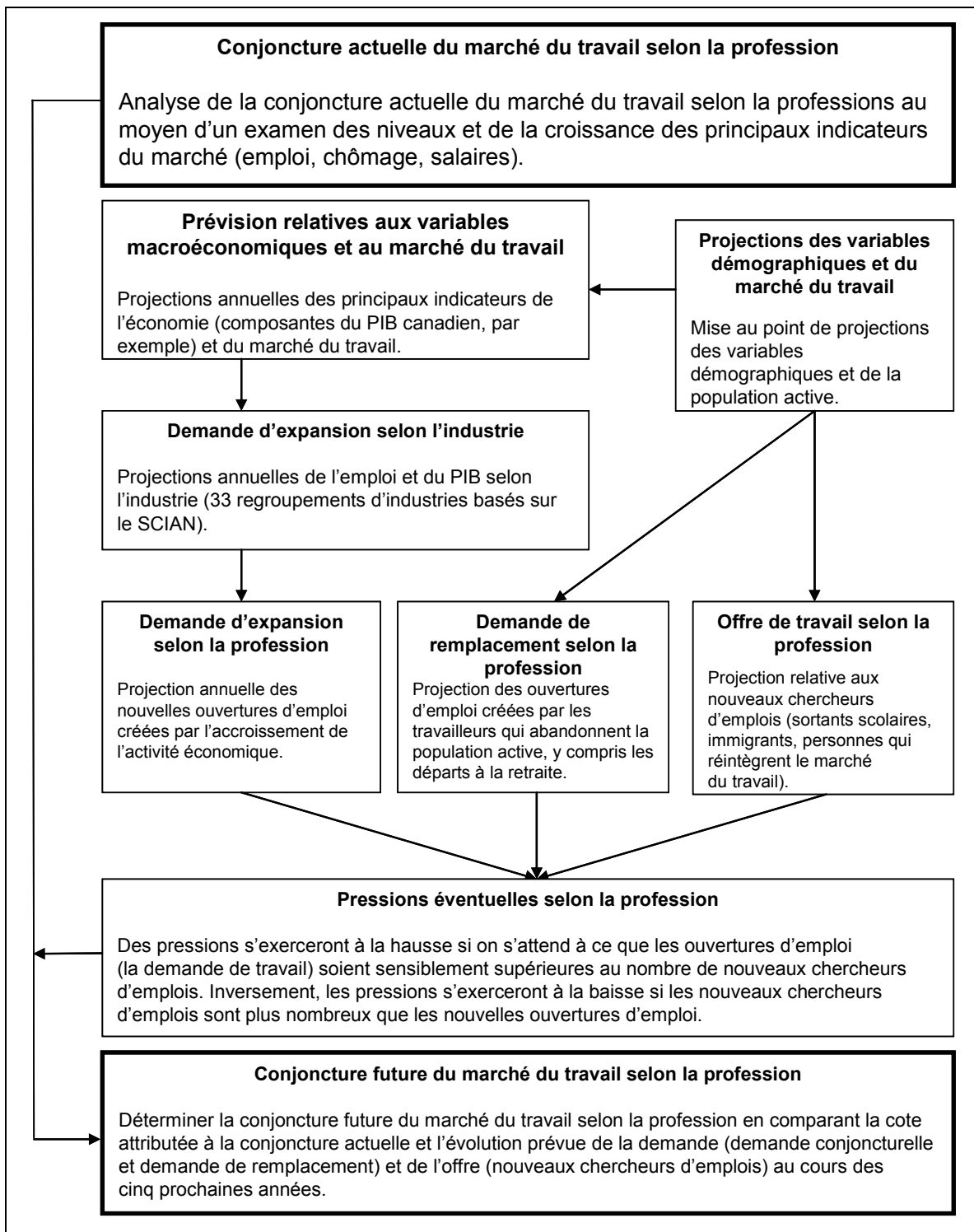
Chapitre 3: Conclusion

Les décisions prises en application des politiques reposent souvent sur une perception incertaine de ce que réserve l'avenir. Le recours aux modèles de prévision est une stratégie qui permet de parer à cette incertitude. Dans les analyses du marché du travail, les modèles de prévision aident à discerner les tendances les plus probables de la demande et de l'offre de travail (et donc de la demande de compétences) à moyen et à long terme. Ces modèles et les projections qu'on en tire constituent par ailleurs un moyen utile de valider les enjeux des politiques et les analyses qu'elles inspirent.

Il importe de souligner que l'objet de notre analyse des perspectives du marché du travail n'est pas de prédire les niveaux d'emploi avec une marge d'erreur aussi faible que possible. Elle ne saurait en effet se prêter à un tel objectif, pour deux raisons. D'abord, toutes les prévisions dépendent d'un ensemble d'hypothèses relatives à des variables liées à des facteurs démographiques, macroéconomiques et sectorielles ou au marché du travail. Or, il peut arriver que ces hypothèses soient erronées. Les renseignements révélés par les grandes tendances sur lesquelles reposent les hypothèses devraient néanmoins s'avérer utiles. La mise à jour annuelle du modèle permet d'y intégrer les nouvelles tendances susceptibles d'influer sur les projections relatives aux professions. Par ailleurs, la mise au point de projections sur les professions par RHDC permet de cerner les écarts éventuels entre l'offre et la demande de travail à moyen terme. Par définition, ces écarts n'apparaissent pas dans les données concrètes sur le marché du travail : si l'offre est inférieure à la demande éventuelle, c'est en effet l'offre qui se reflète dans les chiffres sur l'emploi et non pas la demande. Aussi l'évaluation de la conjoncture future du marché du travail selon les professions fournit-elle une vision *ex ante* de ce dernier. Par contre, si les écarts éventuels deviennent connus (grâce à l'information sur le marché du travail, par exemple) et que cela a des effets sur le comportement de l'offre (en influençant les choix en matière d'instruction, par exemple) ou de la demande (par le biais des décisions des entreprises au sujet de la localisation de leurs bureaux ou usines), ils auront des répercussions *ex post* sur la conjoncture future. Ainsi, nous nous sommes attachés dans le présent rapport à montrer dans quelles professions on peut observer des déséquilibres importants entre l'offre et la demande et nous avons désignée « favorable » la conjoncture actuelle et future pour plusieurs professions. Si, à partir de cette information, un grand nombre d'étudiants choisissent des domaines d'études reliés à ces professions, l'offre de travail dans ces dernières se mettra à augmenter, ce qui aura pour effet de faire diminuer les pressions auxquelles elles sont exposées et nécessitera éventuellement une réévaluation de la cote relative à la conjoncture future du marché du travail pour ces professions.

Annexe 2 :

Vue schématique du processus de prévision



Annexe 3 :

Projections relatives aux facteurs démographiques et à la population active

Sur l'horizon de prévision (2004-2013), l'évolution de la taille et de la structure de la population se répercutera sur les perspectives d'emploi de trois façons.

- En premier lieu, les dépenses des consommateurs aident à déterminer où se trouvent les emplois au sein de l'économie. Or, ces choix sont étroitement liés à la pyramide d'âge de la population, et on peut donc s'attendre à ce qu'ils évoluent au cours de la période de projection. Cela aura inévitablement des répercussions sur les industries et les groupes professionnels où se trouvent les travailleurs.
- Par ailleurs, la transformation de la pyramide des âges entraînera une transformation similaire des tendances des dépenses publiques. Ainsi, le vieillissement de la population mènera à une diminution relative des dépenses en éducation en faveur d'un accroissement des investissements dans le secteur de la santé pour offrir plus de services aux citoyens plus âgés.
- Enfin, le vieillissement démographique se répercutera également sur le marché du travail actuel du fait qu'il entraînera le vieillissement de la main-d'œuvre et une augmentation du nombre de départs à la retraite.

La population canadienne continuera d'augmenter, mais à un rythme plus lent...

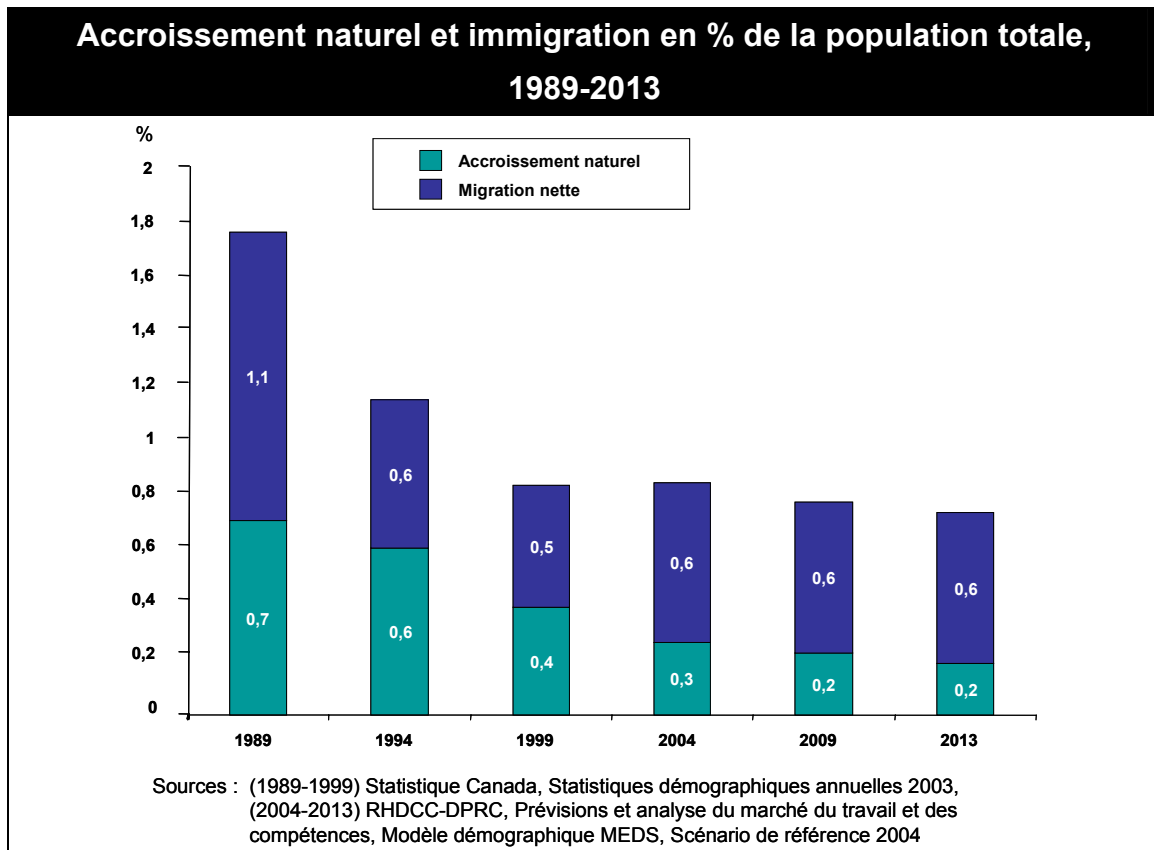
La population du Canada devrait augmenter de façon stable pour passer de 31,6 millions d'habitants en 2003 à 33,2 millions en 2009. Le taux de croissance annuelle moyenne, qui se chiffrait à 1,0 % entre 1999 et 2003, passera à 0,8 % entre 2004 et 2008. Cette croissance anémique est principalement attribuable au ralentissement de l'accroissement naturel de la population. L'immigration jouera donc un rôle grandissant dans la croissance démographique du Canada.

- Comme les taux de fécondité restent faibles alors même que l'accroissement de l'espérance de vie ralentit, on assiste à une décélération de l'augmentation naturelle de la population (naissances¹² moins décès¹³). On s'attend à ce qu'elle continue de ralentir, passant de 103 900 personnes en 2003 à 66 000 personnes en 2013 et contribuant ainsi à une hausse de seulement 0,2 % à la fin de la période.

¹² Le nombre de naissances dépend de trois facteurs : (1) le taux de fécondité (établi à 1,5 enfant par femme), (2) l'âge moyen des mères à la naissance de leur premier enfant (stable à 29,0 ans); et (3) la taille de la cohorte des femmes en âge de procréer.

¹³ En ce qui a trait à la mortalité, on prévoit que le standard de vie plus élevé et les progrès de la médecine continueront de contribuer à accroître l'espérance de vie, mais à un rythme moins rapide. L'espérance de vie des femmes, qui se chiffrait à 81,4 ans en 1996, devrait passer à 84,8 ans en 2046. Chez les hommes, elle devrait passer de 75,5 ans en 1996 à 80,9 ans en 2046.

- L'immigration joue aujourd'hui un rôle important dans l'accroissement de la population canadienne. Au cours des dix dernières années, le taux annuel moyen d'immigration était de 0,73 % de la population totale. On prévoit que le solde migratoire net (immigration moins émigration) va passer de 164 200 personnes en 2003 à 190 330 personnes en 2013. L'apport de l'immigration à l'accroissement de la population restera relativement stable entre 2004 et 2013 (soit un taux annuel moyen de 0,6 %), mais on s'attend à ce que, en termes cumulatifs, l'immigration représente près de 75 % de l'augmentation totale de la population d'ici 2013¹⁴.



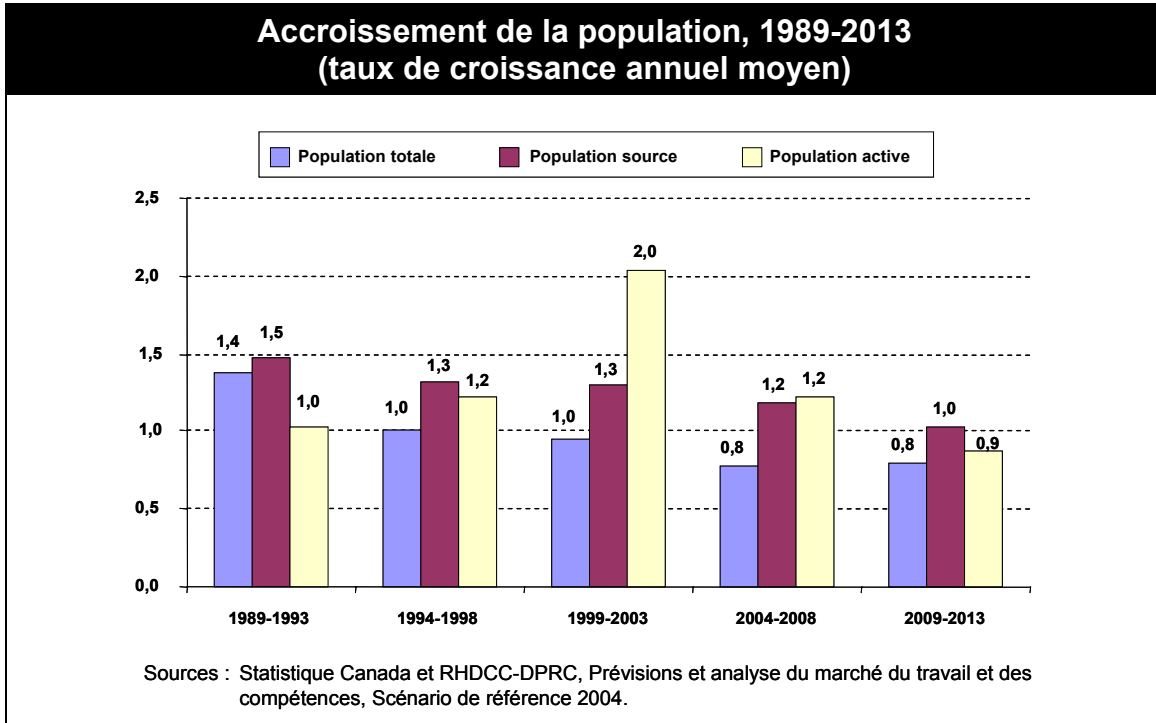
...ce qui aura des incidences sur la population source et la main-d'œuvre

Le ralentissement de l'accroissement naturel de la population au cours de la prochaine décennie se répercutera directement sur l'augmentation du bassin démographique (la « population source ») de la population active (c'est-à-dire les personnes âgées de 15 ans ou plus). On s'attend à ce que le taux d'augmentation de la population source passe de 1,3 % (1999-2003) à 1,2 % (2004-2008), puis à 1 % (2009-2013).

L'accroissement de la population active devrait passer de 2,0 % (1999-2003) à 1,2 % (2004-2008) puis à 0,9 % (2009-2013). On prévoit que le taux d'activité global restera à peu près inchangé (67,5 %) au cours des cinq prochaines années car la hausse des taux d'activité des personnes plus âgées est atténuée par le vieillissement général de la

¹⁴ D'après les taux constants d'immigration et d'émigration de 0,75 % et de 0,19 % respectivement tout au long de la période visée par la projection.

population active. À long terme, ce dernier facteur devrait entraîner une chute du taux d'activité global puisque les taux d'activité des personnes âgées sont moins élevés que ceux de la population d'âge moyen. On s'attend à ce que, au-delà de 2008, le taux d'activité diminue pour atteindre 67,1 % en 2013.



Annexe 4 :

Croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité selon l'industrie, 1999-2013

	Croissance annuelle moyenne (%)								
	1999-2003			2004-2008			2009-2013		
	PIB	Emploi	Productivité	PIB	Emploi	Productivité	PIB	Emploi	Productivité
Secteur de la production de biens	3,6	2,2	1,4	3,0	1,5	1,5	2,7	0,9	1,8
Agriculture	1,2	-4,5	6,1	1,6	0,5	1,1	2,0	0,3	1,6
Autres secteurs primaires	0,7	-0,3	1,1	2,4	0,8	1,6	2,2	0,2	2,0
Exploitation forestière et services forestiers	1,4	-1,4	2,8	1,2	-0,3	1,6	0,7	-0,7	1,3
Pêche, chasse et piégeage	0,2	-1,3	1,6	0,5	-0,5	0,9	0,9	-0,1	1,0
Extraction minière (sauf ext. pétrole et gaz)	2,0	-5,5	8,0	4,1	2,4	1,6	1,8	-0,3	2,1
Extraction de pétrole et de gaz	-0,6	1,6	-2,2	2,1	0,4	1,6	2,7	0,9	1,7
Soutien à l'extraction minière, pétrole et gaz	4,3	5,8	-1,2	2,9	1,7	1,1	2,8	0,9	1,8
Construction	4,3	4,7	-0,4	1,9	0,5	1,4	1,7	0,7	1,0
Fabrication	3,4	1,7	1,8	3,1	1,3	1,8	3,1	1,1	1,9
Produits alimentaires et boissons	1,6	2,7	-1,2	3,0	1,3	1,7	2,3	0,3	2,0
Bois	5,7	4,6	1,0	0,9	-0,1	1,1	1,8	0,5	1,3
Pâtes et papier, produits du papier	2,1	-2,0	4,2	1,9	0,6	1,3	1,9	-0,3	2,2
Imprimerie et édition	1,8	4,0	-2,0	1,8	-0,2	1,8	0,8	-0,6	1,5
Produits manufacturiers et produits minéraux	3,4	-1,1	4,6	3,0	1,0	1,9	2,3	0,2	2,1
Caoutchouc, plastique et produits chimiques	6,2	2,6	3,5	2,2	1,0	1,2	2,3	1,1	1,2
Transformation des métaux et machines	4,0	2,6	1,3	3,9	1,8	2,1	2,6	0,6	2,0
Produits électriques, appareils et matériel électrique et électronique	2,4	2,0	0,5	7,1	2,9	3,9	8,7	5,4	3,1
Véhicules automobiles, remorques et pièces	3,2	4,5	-1,2	1,7	0,8	0,9	2,1	0,9	1,2
Autre matériel de transport	4,3	-2,0	6,4	6,0	2,7	3,2	3,9	1,6	2,3
Autres produits manufacturiers	1,4	-1,0	2,4	3,3	1,8	1,5	3,1	1,4	1,7
Services d'utilité publique	-0,2	2,6	-2,7	2,9	0,4	2,5	2,7	0,1	2,6

Croissance annuelle moyenne (%)						
	2,4	1,7	1,7	2,4	1,7	0,9
Secteur des services						
Services commerciaux	4,4	2,4	3,3	2,0	1,8	2,9
Commerce de gros	5,9	4,4	3,7	1,4	1,9	3,1
Commerce de détail	4,5	2,2	3,3	2,3	1,8	2,6
Transport et entreposage	2,2	1,4	2,8	0,9	0,7	2,6
Finance, assurances et affaires immobilières	4,5	1,8	3,0	2,6	2,5	2,5
Services professionnels aux entreprises	2,3	2,6	3,8	-0,2	1,9	3,7
Conception de sys. info. et serv. connexes	13,8	6,9	5,3	6,5	2,4	5,3
Autres services professionnels	6,1	1,7	3,8	4,3	1,3	3,7
Gestion, administration et services de soutien	6,3	5,0	3,2	1,3	1,7	3,0
Information, culture et loisirs	6,6	2,7	2,8	3,8	1,7	2,6
Hébergement, restauration et loisirs	1,8	2,1	4,4	-0,3	2,7	3,1
Autres services	3,9	-0,1	3,0	4,0	0,8	2,6
Services non commerciaux	2,3	3,0	3,4	-0,6	0,7	2,7
Services d'enseignement	1,4	2,4	2,1	-1,0	1,4	1,5
Services de santé	3,1	3,4	4,4	-0,3	0,9	0,6
Administration publique	2,8	0,9	2,3	2,0	0,9	2,2

Source : RHDC-DPRC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences, Scénario de référence 2004.

Parmi les facteurs qui auront un impact sur les perspectives d'emploi des diverses industries, on peut signaler ceux qui suivent :

- l'évolution vers l'économie du savoir;
- l'évolution démographique;
- les perspectives financières des gouvernements;
- les contraintes sur l'offre de certaines ressources naturelles (par exemple, les permis de coupes dans la foresterie, la diminution des réserves de pétrole et de gaz).

Le passage à l'économie du savoir favorise les services aux entreprises

L'industrie de la **conception de systèmes informatiques et services assimilés** a atteint une certaine maturité, de sorte qu'on est loin aujourd'hui des taux de croissance de 10 % ou plus qu'elle a connus au milieu des années 90. On prévoit néanmoins que cette industrie affichera un taux annuel moyen de 5,3 % entre 2004 et 2008, vu la place si importante qu'occupe aujourd'hui l'informatique dans la vie économique. Naturellement, le ralentissement de l'activité dans ce secteur a entraîné une diminution prononcée de la demande de travail; la délocalisation des services informatiques vers l'Inde et la Chine contribue également à ce phénomène de ralentissement. On s'attend à ce que l'emploi augmente à un taux annuel moyen de 2,8 % entre 2004 et 2008, comparativement au taux de 20,5 % enregistré de 1994 à 1999. Malgré ce taux moins élevé, les projections indiquent que la conception des systèmes informatiques sera au premier rang de toutes les industries productrices de services pour ce qui est de la croissance de la production (et au second rang pour la croissance de l'emploi).

Les **services professionnels aux entreprises** (services juridiques, services de comptabilité, d'architecture et de génie) et **autres services professionnels** (services scientifiques et techniques, services de publicité) ont connu une croissance rapide pendant la deuxième moitié des années 90, tirant parti de la tendance croissante des entreprises à faire appel à l'impartition de processus non essentiels afin d'augmenter l'efficacité opérationnelle, ainsi que de la transition vers l'économie du savoir. En 2002 et en 2003, ces deux groupes ont toutefois éprouvé certaines difficultés causées par la baisse des profits des sociétés et la diminution de la construction de bâtiments non résidentiels. Pour la période visée par les projections, on s'attend à ce que la demande envers ces services augmente à la faveur du redressement des bénéfices des entreprises et de l'augmentation des investissements dans la construction non résidentielle. La croissance annuelle moyenne prévue du PIB dans ces deux secteurs au cours des cinq prochaines années s'élève à 3,8 %. Malgré la hausse appréciable de la productivité présagée par les projections, celles-ci indiquent que l'emploi connaîtra une croissance moyenne annuelle vigoureuse de l'ordre de 1,8 % pour les services professionnels aux entreprises et de 2,4 % pour les autres services professionnels.

Le groupe **information, culture et loisirs** – qui englobe les télécommunications sans fil et par satellite, la radiodiffusion, Internet et la câblotransmission – a connu un ralentissement important. Au milieu des années 90, alors que bon nombre de ces services en étaient à leurs premiers pas, ils ont balayé le marché à une vitesse fulgurante. Depuis

2002, bon nombre d'entre eux affichent toutefois des signes de maturité tandis que d'autres ont été durement touchés par l'«éclatement de la bulle technologique». C'est pourquoi on a vu l'emploi diminuer dans ce secteur en 2002 et en 2003. À mesure que certains sous-secteurs atteindront la maturité et que d'autres amorceront une reprise, le taux de croissance du PIB du secteur (2,8 %) devrait se rapprocher du taux pour l'ensemble de l'économie (3,0 %) entre 2004 et 2008. L'importance des changements technologiques dans ce groupe aura toutefois tendance à favoriser la productivité aux dépens de l'emploi, limitant la croissance de ce dernier à 1,1 % par année.

La croissance vigoureuse du groupe **finance, assurances, immobilier et location**, tant en 2002 qu'en 2003, est attribuable au dynamisme du marché immobilier. On prévoit que la production s'accroîtra à peu près au même rythme que l'économie dans son ensemble au cours des cinq prochaines années, mais la progression sera moins rapide que pendant les cinq années précédentes en raison du ralentissement prévu du côté du secteur des services immobiliers et des prêts hypothécaires. Par contre, l'accroissement de la richesse et de l'actif immobilier bénéficiera à ce secteur. On s'attend à une augmentation faible de l'emploi (0,5 % par année) entre 2004 et 2008 parce que la technologie – y compris les guichets bancaires automatiques et les inscriptions de maisons à vendre sur Internet – aura pour effet de réduire la demande de travailleurs.

L'évolution démographique et les perspectives financières se répercuteront sur l'emploi dans les services gouvernementaux et sociaux

Tout au long des années 90, la croissance du groupe **santé et assistance sociale** a été très faible en raison des compressions importantes des dépenses en soins de santé effectuées par les gouvernements pour maîtriser les déficits. Grâce aux surplus qui sont apparus à la fin des années 90, les dépenses ont augmenté et on a assisté à une reprise accélérée de l'activité dans ce secteur. Aussi le sous-secteur de la santé et de l'assistance sociale a-t-il beaucoup contribué à la croissance de l'emploi dans le secteur des services ces deux dernières années. L'Institut canadien d'information sur la santé estime que les dépenses de la santé ont augmenté de 7 % en 2002 et de 7,1 % en 2003, de sorte que l'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale s'est accru de 4,2 % en 2002 et de 4,8 % en 2003. Depuis le début de l'an 2000, le nombre d'emplois a augmenté de 240 000, soit à un taux de près de 17 %. Outre l'amélioration de la situation financière des provinces et du gouvernement fédéral, les facteurs qui expliquent cette croissance des professions de la santé comprennent les pressions accrues qu'exerce sur le système de santé le vieillissement de la population, qui crée des besoins additionnels en soins de santé, ainsi que la pénurie grandissante de travailleurs de la santé (attribuable à l'insuffisance de l'offre de travail et à l'augmentation du nombre de départs à la retraite). Les projections indiquent que cette situation perdurera au cours des prochaines années. Aussi prévoit-on dans ce secteur une performance supérieure à la moyenne générale pour ce qui est de la croissance de la production (4,4 %) et de l'emploi (3,4 %) au cours des années 2004 à 2008. Cette progression vigoureuse reflète les engagements pris par le gouvernement fédéral et par les provinces en vue d'améliorer le système de santé du Canada. Au-delà de 2006, les taux de croissance réelle devraient ralentir graduellement mais rester supérieurs aux moyennes générales en raison du financement qui sera nécessaire pour répondre aux besoins suscités par le vieillissement

rapide de la population. Les nouvelles technologies adoptées dans le système de santé permettront éventuellement de dispenser les soins en faisant appel à des effectifs réduits.

Après avoir affiché des pertes d'emploi en 2000 et une croissance anémique en 2001, le marché du travail s'est amélioré sensiblement dans le secteur de l'**enseignement** en 2002 et 2003, l'emploi ayant augmenté de 5,1 et 3,4 %, respectivement. L'amélioration de la situation financière des gouvernements, le sous-financement du secteur de l'éducation au cours des années précédentes et l'arrivée de la double cohorte de l'Ontario ont favorisé une hausse importante des investissements dans le système d'enseignement. L'activité dans ce secteur est généralement liée au profil démographique du Canada et aux politiques budgétaires. Aussi s'attend-on à ce que la production réelle dans le secteur de l'enseignement diminue graduellement au cours de la période de projection à mesure que la population vieillira. En termes plus précis, à mesure que la deuxième génération du baby-boom quittera la cohorte 0-24 ans, la proportion de la population au sein de cette tranche d'âge va diminuer à une cadence rapide. Des taux de croissance de plus de 2 % seront atteints en 2004-2005, mais on prévoit que le taux moyen se chiffrera à seulement 1,5 % pour la période 2006-2013. L'emploi devrait croître à un taux de 1,4 % par année, ce qui est légèrement en deçà de la moyenne pour l'ensemble de l'économie pendant les années 2004 à 2008. La diminution de la demande de professeurs et d'enseignants se traduira par une croissance affaiblie de l'emploi au cours des dernières années de la période de projection.

Les perspectives de l'**administration publique** sont étroitement liées à la situation financière du gouvernement fédéral. Au cours des années 90, alors que le gouvernement fédéral était confronté à des déficits importants, la production réelle dans ce secteur a ou bien diminué, ou bien enregistré des gains très faibles. Entre 1994 et 2000, l'emploi a baissé pendant sept années consécutives. Une fois la situation financière maîtrisée, les gouvernements ont recommencé à embaucher et la production réelle a bondi. Le nombre d'employés dans les administrations publiques a augmenté de 4,7 % en 2003 après avoir affiché des taux de 1,6 % en 2002 et 0,6 % en 2001. C'est principalement dans l'administration fédérale qu'a eu lieu l'embauche de nouveaux employés au cours de cette période. On prévoit qu'en 2004-2005, la production réelle devrait croître à un taux annuel de près de 3 %, et qu'elle se situera par la suite à 2 % ou plus. On estime que le solde budgétaire restera légèrement positif et qu'il ne sera donc pas nécessaire d'apporter des réductions sensibles aux services publics à long terme. De 2004 à 2008, l'emploi dans le secteur de l'administration publique devrait augmenter à un taux annuel moyen de 1,3 %.

L'emploi dans les biens et services de consommation suivra la tendance générale

Ces deux dernières années, la croissance de l'emploi dans le secteur du **commerce** a été inférieure à la moyenne pour l'ensemble de l'économie. On peut expliquer cette lenteur relative par les évolutions contraires des deux sous-secteurs de cette branche d'activité en 2002 et 2003. La croissance rapide de l'emploi qu'a connue le commerce de détail en 2002 à la faveur d'une économie florissante a été partiellement annulée par le marasme qui a caractérisé le commerce de gros, en particulier du côté des ventes de machines et de matériel, qui ont ralenti en raison de l'insuffisance des investissements des entreprises. La

situation opposée s'est produite en 2003 : le commerce de détail a subi les effets du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et du ralentissement de l'économie, tandis que le commerce de gros a bénéficié de la forte reprise des investissements en machines et en matériel. On s'attend à ce que les deux sous-secteurs enregistrent de bons résultats au cours des cinq prochaines années, soit des taux annuels moyens de croissance du PIB de 3,3 % (commerce de gros) et de 3,7 % (commerce de détail). Ces perspectives favorables découlent principalement de la croissance vigoureuse du revenu réel disponible – dont on prévoit qu'elle se chiffrera à un taux moyen de 2,8 % par année au cours de la période de prévision – et d'une croissance relativement forte de l'emploi global. Les ménages disposeront donc d'un revenu discrétionnaire plus élevé pour leurs dépenses dans les points de vente de gros et de détail. On prévoit toutefois que la hausse de la productivité au cours de cette même période contribuera à faire baisser la croissance moyenne de l'emploi dans le commerce de détail (1,4 %) et le commerce de gros (1,7 %). Il y aura un certain ralentissement vers la fin de la période de projection (entre 2009 et 2013) car les achats sur Internet seront de plus en plus populaires. De 2009 à 2013, on prévoit que l'emploi croîtra de 0,5 % (commerce de détail) et 0,4 % (commerce de gros). À long terme, le vieillissement de la population du Canada aura également des incidences négatives sur le secteur du commerce car les personnes âgées auront tendance à dépenser davantage pour les soins de santé, et ce, au détriment des biens de consommation.

Malgré la vigueur de l'économie canadienne et le volume élevé des ventes d'automobiles, le groupe **transport et entreposage** a affiché une diminution de l'emploi en 2002, principalement à cause de la faiblesse de l'économie américaine et des difficultés financières des compagnies d'aviation. La confiance renouvelée envers le transport aérien en 2003 a permis de surmonter tout au moins en partie les problèmes d'emploi qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001, bien que les progrès aient été paralysés par la faiblesse des exportations de biens vers les États-Unis, attribuable à l'appréciation du dollar canadien et au ralentissement de l'économie américaine au cours de la première moitié de 2003. Au cours des prochaines années, la forte croissance prévue de l'économie américaine devrait stimuler les exportations canadiennes au sud de la frontière et améliorer ainsi la croissance de l'industrie du transport et de l'entreposage. La demande de travailleurs devrait rester élevée de 2004 à 2008, les projections indiquant que la croissance annuelle moyenne sera de 2.1 %.

Le groupe **hébergement et services de restauration**, après avoir enregistré une croissance relativement faible en 2002, a subi le contre-coup d'événements qui ont eu impact négatif sur l'économie canadienne en 2003, y compris le SRAS et l'appréciation du dollar canadien. L'emploi a augmenté en 2003, mais moins qu'en 2002. Les effets du SRAS se sont estompés rapidement, mais ce n'est tout de même qu'en 2004 que le tourisme a repris. Le Canada reste une destination touristique abordable malgré l'appréciation de sa devise. On s'attend par ailleurs à ce que l'augmentation du revenu réel disponible et le vieillissement de la population contribuent à une consommation accrue de services d'hébergement et de restauration. De 2004 à 2008, le PIB devrait croître à un rythme plus rapide que la moyenne (de 4,4 % par année), mais la hausse plus rapide de la productivité devrait maintenir la croissance de l'emploi à un taux proche de la moyenne, soit 1,7 % par année.

La croissance de l'emploi devrait être vigoureuse dans la fabrication mais plutôt modérée dans la construction et les services d'utilité publique

Depuis deux ans, c'est principalement le dynamisme du secteur domiciliaire qui est à l'origine de l'augmentation de l'emploi dans l'industrie de la **construction**. Les investissements dans le logement ont monté en flèche en 2002 tandis que dans la construction non résidentielle, les investissements ont enregistré une baisse sensible. En termes nets, l'emploi dans l'ensemble de l'industrie a augmenté de 4,6 % (39 000 nouveaux emplois). Ce mouvement rapide s'est poursuivi en 2003, toujours sous l'impulsion du secteur résidentiel : 49 000 emplois ont été créés, soit une hausse de 5,6 %. Outre l'accroissement des mises en chantier, on note aussi cette année-là une reprise dans le secteur de la rénovation, stimulée par le dynamisme du marché de la revente et le vieillissement des unités construites pendant le boom de la fin des années 80. Le boom du logement a également eu des retombées importantes sur l'emploi dans la fabrication et la vente au détail de meubles, la vente de matériel de construction, le secteur immobilier et les services bancaires (marché hypothécaire). À la différence de 2002, la croissance de l'industrie de la construction en 2003 ne s'est pas limitée au secteur résidentiel, la construction non résidentielle ayant aussi affiché des résultats plus positifs.

La vigueur de la construction de logements se maintiendra en 2004. Au-delà, on prévoit que l'activité diminuera sensiblement dans le marché du logement et que la production réelle subira un ralentissement important. À court terme, la hausse des taux d'intérêt et l'absence de demande insatisfaite seront à l'origine de cette baisse d'activité. À plus long terme, les projections indiquent que le vieillissement de la population aura un effet dépressif sur ce secteur à mesure que diminuera le nombre de personnes appartenant à la génération la plus apte à acheter une maison pour la première fois. La rénovation de logements pourrait toutefois compenser la baisse du nombre de mises en chantier, tout au moins en partie. L'industrie de la construction sera également favorisée par la réalisation de grands projets énergétiques (électricité et hydrocarbures) grâce à l'importance que revêt la construction non résidentielle dans le cadre de ces projets. La faiblesse de la construction non résidentielle dans les secteurs autres que l'énergie restreindra toutefois la croissance de la production réelle dans l'industrie de la construction en général, en particulier à court terme. Dans un contexte marqué par le niveau peu élevé des bénéfices et par de nombreuses consolidations d'entreprises à la suite de fusions et d'acquisitions, la demande d'espaces à bureau dans les grands centres a été bien inférieure à l'offre ces dernières années, et ce, malgré que la construction de nouveaux immeubles ne se soit accrue qu'à un rythme modéré. Aussi les taux de vacance ont-ils augmenté partout au Canada. Les faibles taux d'utilisation des capacités et la hausse importante des stocks des entreprises indiquent par ailleurs qu'une bonne partie de l'offre excédentaire devra être absorbée avant qu'une reprise puisse s'amorcer. Dans l'ensemble, on prévoit que l'emploi dans l'industrie de la construction croîtra à un taux annuel moyen de 0,5 % de 2004 à 2008.

La production du secteur des **services d'utilité publique** est liée à celle de l'industrie en général. Au moment où l'économie canadienne connaissait un ralentissement en 2001 puis à nouveau en 2003, la production réelle de ce secteur a diminué. Comme nous entrevoyons une croissance vigoureuse de la production industrielle au cours de la période de projection, on peut donc s'attendre à ce que la croissance du PIB des services

d'utilité publique suivie de près celle de l'économie dans son ensemble. Elle découlera aussi de l'accroissement de la demande d'énergie au Canada et aux États-Unis, ainsi que du vieillissement de certaines installations dans les secteurs de l'énergie et des services municipaux (adduction d'eau et égouts). Les projections tiennent également compte de la décision de certaines provinces canadiennes de déréglementer leur marché de l'électricité et d'exporter cette ressource aux États-Unis. Comme il s'agit d'un secteur à forte densité de capital dont la productivité est très sensible à l'adoption de nouvelles technologies, on s'attend à ce que la demande de nouveaux travailleurs soit très faible au cours des cinq prochaines années (taux annuel de 0,4 %).

L'année 2002 a été très bonne pour les industries de la **fabrication**, l'emploi ayant grimpé de 2,3 % (51 000 emplois de plus). En 2003, l'appréciation du dollar canadien, l'embargo sur le bœuf et la croissance relativement lente aux États-Unis au début de l'année n'ont pas permis de maintenir cette cadence. La fabrication a même perdu 32 000 emplois (-1,4 %) cette année-là, et plusieurs sous-secteurs ont vu leur performance se détériorer. Ainsi, l'embargo sur le bœuf a entraîné une chute de la production dans l'industrie des boissons et des produits alimentaires. La baisse des exportations causée par l'appréciation du dollar canadien et la faiblesse de la demande aux États-Unis au début de l'année a porté un coup dur à certaines industries d'exportation (produits métalliques et machines, automobiles et pièces, ordinateurs et matériel électronique). On prévoit qu'au cours de la période de prévision, la production et l'emploi dans le secteur de la fabrication croîtront à des taux annuel proches des taux moyen pour l'économie dans son ensemble, les projections pour la période 2004-2008 indiquant des taux de 3,1 % pour le PIB et de 1,3 % pour l'emploi. La situation variera toutefois considérablement d'une industrie à l'autre. En ce qui concerne l'emploi, on s'attend à des taux de croissance vigoureux dans la fabrication de produits informatiques et électroniques (2,9 % par année en moyenne), d'autre matériel de transport (2,7 %) et de produits métallurgiques et de machines (1,8 %); la croissance devrait être relativement faible dans les pièces automobiles (0,8 %), les pâtes et papier (0,6 %), les produits du bois (-0,1 %) et l'imprimerie (-0,2 %). On s'attend à ce que les aliments et boissons enregistrent une croissance annuelle moyenne de 1,3 %.

- Dans le secteur des **produits informatiques et électroniques**, les fabricants s'efforcent encore de se relever de l'effondrement du marché mondial du matériel de télécommunications en 2001. En 2003, les fournisseurs de services de télécommunications ont continué de réduire leurs budgets d'immobilisations en raison de la persistance de bilans peu reluisants et de capacités excédentaires. Depuis la fin de l'an 2000, le PIB du secteur du matériel informatique et des produits électroniques a chuté, perdant plus de la moitié de sa valeur. Ce recul a toutefois commencé à ralentir et on est loin aujourd'hui des taux catastrophiques de 23,3 et 11,5 % enregistrés en 2001 et 2002. La croissance de l'emploi a suivi à peu près la même trajectoire que la production mais de façon moins accentuée. Après avoir crû de près de 50 % dans la deuxième moitié des années 90, l'emploi a chuté de près de 20 % depuis 2000. Le secteur des produits informatiques et électroniques semble toutefois s'être remis de l'effondrement de la demande en matériel d'ordinateur et de télécommunication. Le redressement de l'économie aux États-Unis et au Canada, conjuguée à l'augmentation des bénéfices des entreprises, devrait stimuler les dépenses en immobilisations à partir de 2004, préparant

ainsi la voie au renouvellement de la demande en matériel de télécommunications, d'ordinateurs et d'autres produits électroniques. La reprise des dépenses en matériel et en logiciels dans les deux pays est également attribuable à l'obsolescence du matériel après trois années de sous-investissement depuis 2000. La capacité excédentaire de l'industrie des télécommunications a commencé à baisser et on s'attend à ce qu'elle se résorbe graduellement au cours des prochaines années, mais elle continuera néanmoins d'avoir un impact négatif. La croissance continue des services sans fil et le début de la transition vers les systèmes de télécommunication IP – la tendance la plus récente au sein de cette industrie – devraient stimuler les ventes de matériel de télécommunications. Les taux de croissance n'atteindront sans doute pas les sommets enregistrés pendant les années 90, mais l'industrie des produits informatiques et électroniques peut néanmoins s'attendre à des augmentations annuelles moyennes du PIB (7,1 %) et de l'emploi (2,9 %) qui dépasseront la moyenne des autres secteurs au cours des cinq prochaines années.

- Le secteur des **produits de la transformation des métaux et des machines** a généralement connu une croissance vigoureuse au cours de la dernière décennie car les produits métallurgiques sont un élément essentiel de la production industrielle. En 2003, le PIB réel de ce secteur a toutefois diminué de 2,5 % en raison de la faiblesse manifestée par la fabrication aux États-Unis, destination de la majeure partie de sa production. L'emploi a suivi la même courbe que la production : après être resté stable en 2002, il a diminué en 2003. Ce secteur devrait connaître une croissance vigoureuse au cours des années qui viennent car les investissements en machines et en matériel augmenteront grâce à la croissance vigoureuse de l'économie américaine et à la hausse des bénéfices des entreprises. Cette conjoncture favorable devrait stimuler les exportations de produits métallurgiques et de machines et accroître l'emploi de 1,8 % dans ce secteur.
- Le groupe **autre matériel de transport** comprend la fabrication de produits et de pièces pour l'aérospatiale, ainsi que de wagons et de moteurs, la construction de navires et de bateaux, et d'autres catégories de moindre importance. Ce sont les produits et pièces pour l'aérospatiale qui dominent, représentant environ les trois quarts de la production à valeur ajoutée. Aussi la fabrication d'autre matériel de transport a-t-elle subi les contrecoups de la conjoncture défavorable qu'a connue l'aviation commerciale ces dernières années. Les commandes de nouveaux appareils ont diminué à la suite des événements du 11 septembre 2001, provoquant des baisses importantes de la production et de l'emploi dans la fabrication aérospatiale entre 2002 et 2004. La situation semble toutefois s'améliorer et les carnets de commandes des entreprises commencent à se remplir. La reprise de l'économie américaine, la confiance renouvelée envers l'aviation commerciale et la stabilisation du taux de change devraient contribuer à stimuler la demande pour les produits aérospatiaux du Canada. D'autre part, la baisse ininterrompue de la construction navale qui avait débuté dans les années 90 a pris fin; les taux de croissance resteront modestes, mais cette industrie va tout au moins cesser de tirer le PIB du groupe vers le bas. Enfin, on s'attend à ce que l'évolution démographique, la congestion routière accrue et le souci de préserver l'environnement contribuent à soutenir la demande en systèmes de transport automatisés, y compris pour le transport ferroviaire. Dans l'ensemble, on prévoit un redressement important de la fabrication d'autre matériel de transport en 2005 et 2006, favorisant un taux de

croissance moyen de 6,0 % par année pour la période de 2004 à 2008, qui passera ensuite à 3,9 % de 2009 à 2013. On s'attend à ce que l'emploi croisse de 2,7 % par année entre 2004 et 2008.

- Bien que 2002 ait pris fin sur une note négative pour le secteur des **véhicules et pièces automobiles**, l'ensemble de l'année a été beaucoup plus favorable, les ventes ayant été stimulées par le faible niveau des taux d'intérêt et par les remises supplémentaires offertes par certains fabricants de voitures. La chute des ventes aux États-Unis au cours du dernier trimestre de 2002 a toutefois entraîné une augmentation des stocks, ce qui a provoqué des ralentissements et même des interruptions sur certaines chaînes de montage. Le total des ventes de nouveaux véhicules au Canada et aux États-Unis a continué de diminuer en 2003. Cela s'explique en partie par le fait que le nombre de nouveaux véhicules achetés en Amérique du Nord était beaucoup plus élevé que la « normale » depuis plusieurs années. Le marché est donc saturé et les mesures d'incitation des concessionnaires ne donnent plus les résultats escomptés. Il faut donc s'attendre à ce que les prochaines années soient plus difficiles pour l'industrie automobile canadienne, en particulier en ce qui touche la croissance des emplois. Cet assombrissement des perspectives est principalement attribuable aux capacités excédentaires du secteur automobile à travers le monde et au rétrécissement de la part du marché détenu par les trois grands fabricants américains (Ford, General Motors et Daimler-Chrysler sont les principaux employeurs dans l'industrie automobile canadienne). La croissance de la production de 2004 à 2008 sera vraisemblablement en deçà de la moyenne générale, soit 1,7 % par année. En outre, les usines canadiennes font des investissements destinés à accroître leur productivité afin d'accroître leur compétitivité. On s'attend donc à ce que la croissance de l'emploi reste en deçà de la moyenne, soit à 0,8 % par année. Les perspectives de l'emploi à long terme sont encore moins favorables lorsqu'on tient compte de l'évolution démographique, du ralentissement des exportations vers les États-Unis, attribuable à une forte concurrence étrangère (en particulier du Mexique, du Brésil et de la Chine) et des investissements plus importants réalisés dans les technologies nécessitant moins de main-d'œuvre.
- La **production d'aliments et de boissons** a pris de l'essor ces dernières années. De 1997 à 2002, la production s'est accrue à un taux annuel de plus de 3 %. En 2003, la production a toutefois diminué en raison du marasme des ventes sur les marchés étrangers. Les exportations ont subi les effets négatifs de l'appréciation du dollar canadien, de la léthargie de l'économie nord-américaine et des restrictions imposées par nos principaux partenaires commerciaux à l'encontre du bœuf canadien. L'augmentation du taux de change a également favorisé la concurrence étrangère sur le marché intérieur. L'affaiblissement de la demande a entraîné un accroissement des inventaires, en particulier parmi les producteurs de boissons. En 2004, la fin des répercussions de la crise provoquée par la maladie de la vache folle se traduira par un redressement de la production réelle. On prévoit que, sur l'ensemble de la période de projection, cette industrie enregistrera des taux de croissance proches de la moyenne alors qu'elle développera ses capacités concurrentielles au sein de l'économie mondiale. La hausse de la productivité signifiera toutefois que la croissance des emplois ne suivra pas

celle de la production. On s'attend à ce que, de 2004 à 2008, la croissance du PIB sera de 3,0 % par année en moyenne, tandis que l'emploi augmentera de 1,3 %.

- L'industrie des **produits du bois** a fait preuve d'une croissance vigoureuse au cours des cinq dernières années, affichant des taux annuels moyens de 5,7 % pour le PIB et de 4,6 % pour l'emploi. Cette performance positive est attribuée au dynamisme de la construction résidentielle et à l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers. Par ailleurs, les pertes financières attribuables aux droits compensatoires imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre canadien ont été partiellement compensées par une augmentation de la production des produits du bois. Les projections laissent néanmoins entrevoir une détérioration de la conjoncture pour cette industrie. Non seulement les droits compensatoires américains, le ralentissement prévu des mises en chantier au Canada et aux États-Unis et la diminution de l'offre de bois auront-ils un impact négatif à court terme, mais le vieillissement de la population et la diminution de la demande de logements qui en découlera susciteront aussi une baisse importante de la demande en produits du bois à long terme. La mise au point de nouveaux produits à base de plastique et d'acier destinés à remplacer les produits du bois et les panneaux de fibre faits de paille aura également des répercussions sur ce secteur. On s'attend à ce que le nombre d'emplois diminue très légèrement (à taux annuel de -0,1 %) entre 2004 et 2008.
- Les perspectives des industries des **pâtes et papier** et de **l'imprimerie** s'apparentent à celles de l'industrie des produits du bois. On s'attend à ce que le nombre d'emplois augmente légèrement dans les pâtes et papier (à un taux annuel de 0,6 %) et diminue dans celui de l'imprimerie (-0,2 %). La production devrait être légèrement à la hausse au cours des cinq prochaines années comparativement aux cinq dernières, mais il n'y aura pas d'augmentation importante de besoins en main-d'œuvre. La faiblesse générale de la demande et la diminution de la publicité auront des incidences négatives à court terme sur les industries des pâtes et papier et de l'imprimerie. La popularité grandissante du courrier électronique et du CD-ROM se traduira par une baisse de la demande de papier et de services d'imprimerie, et restreindra la croissance de la production et de l'emploi à long terme. L'usage plus répandu de la presse électronique se traduira également par une plus faible demande de magazines et de journaux.

La croissance de l'emploi devrait être faible dans les professions propres au secteur primaire, sauf dans le secteur des mines

De 2000 à 2002, plusieurs facteurs défavorables se sont répercutés sur l'emploi dans le secteur canadien de l'**agriculture**, notamment la faiblesse du cours mondial du blé, une grave sécheresse dans l'Ouest canadien, l'embargo appliqué contre le bœuf canadien par un certain nombre de pays, dont les États-Unis, et le recours accru aux technologies nécessitant moins de main-d'œuvre, de sorte que l'emploi a diminué d'environ 20 % au cours de cette période. On a assisté en 2003 à un redressement de la situation alors que la production réelle a grimpé de 21,1 % et l'emploi s'est accru de 3,0 %. En 2004 et 2005, on s'attend toutefois à ce que la production réelle augmente à un taux moyen de moins de 1 % par année. En plus de refléter le ralentissement qui ne pouvait manquer de se produire à la suite de la croissance rapide enregistrée l'année précédente, ce chiffre

indique également que le secteur de l'élevage restera handicapé par le fait que le commerce de bovins et de bœufs sur pied continuera de languir à court terme. Au-delà de 2005, la croissance devrait reprendre quelque peu mais elle restera en deçà des taux que connaîtront la plupart des autres branches d'activité de l'économie canadienne. Une reprise se produira éventuellement dans l'industrie bovine mais, dans son ensemble, le secteur de l'agriculture continuera de subir les répercussions négatives du conflit qui oppose les États-Unis à l'Europe au sujet des subventions agricoles et qui contribue à déprimer les prix de nombreux grains céréaliers. Les projections indiquent que l'emploi devrait augmenter à un taux annuel moyen de seulement 0,5 % entre 2004 et 2008. Cette faiblesse est attribuable à la croissance anémique de la production, conjuguée à la progression rapide de la productivité obtenue grâce aux investissements que les exploitants agricoles continuent de faire dans les technologies destinées à réduire la main-d'œuvre.

Dans le secteur de la **pêche**, on s'attend à ce que la production réelle augmente légèrement au cours de la période de projection. L'industrie a peine à se relever des effets de la décision de réduire de plus de 20 % le total autorisé des captures de crabes. Elle subit également le contrecoup de la fermeture de la pêche de la morue sur la côte atlantique et de la diminution des prises de homard, deux événements qui découlent de la rareté grandissante des stocks. On s'attend toutefois à ce que la pêche au crabe reprenne quelque peu à court terme. À plus long terme, la production réelle continuera de subir les effets négatifs des contraintes qui pèsent sur l'offre. Toute augmentation de la production proviendra d'une hausse de la productivité plutôt que d'un accroissement de l'activité de la main-d'œuvre. On s'attend d'ailleurs à ce que l'emploi enregistre des baisses absolues entre 2004 et 2008 (taux annuel moyen de -0,5 %), qui seront cependant moins importantes que celles qui ont été enregistrées de 1999 à 2003 (alors que la perte se chiffrait à -1,3 % par année en moyenne).

Les droits compensatoires imposés par les États-Unis à l'encontre du bois d'œuvre canadien en 2002 ont gravement compromis la croissance du secteur de la **foresterie**. Les effets négatifs de ce conflit ont continué de se faire sentir en 2003. Les pertes ont cependant été compensées par la forte croissance de la construction résidentielle, qui a suscité une augmentation de la production et de l'emploi en 2003. On s'attend à ce que les mises en chantier diminuent progressivement en 2004 et 2005, réduisant ainsi la baisse la demande de bois d'œuvre. De plus, les difficultés financières imposées par les États-Unis aux compagnies canadiennes de bois d'œuvre continueront de limiter leurs bénéfices et la progression de l'emploi dans ce secteur. En plus de la chute attendue de la demande au cours des prochaines années, les questions environnementales et les revendications territoriales des Autochtones limiteront la disponibilité de la ressource. Les perspectives de l'industrie forestière canadienne ne sont donc pas particulièrement reluisantes et on s'attend à ce que le taux de croissance de son PIB entre 2004 et 2008 soit parmi les plus bas de toutes les industries canadiennes. On prévoit en outre une diminution de l'emploi (taux annuel moyen de -0,3 %). Toute augmentation de la production sera d'ailleurs attribuable à la hausse de la productivité plutôt qu'à un niveau plus élevé d'activité de la main-d'œuvre.

Le secteur des **mines** (à l'exclusion du pétrole et du gaz) a perdu des emplois au cours des cinq dernières années en raison d'une augmentation de la productivité et de la chute des prix

de certaines matières premières, ce dernier facteur ayant entraîné une diminution des activités d'exploration. Le relèvement des prix des matières premières au cours des prochaines années, conjugué à la reprise économique aux États-Unis, favorisera l'exploration et l'exploitation minière au Canada. L'expansion récente de l'industrie du diamant dans le Nord continuera d'aider à stimuler la production et l'emploi dans le secteur minier. Celui-ci bénéficiera également des retombées rattachées au dépôt de nickel, cuivre et cobalt de Voisey's Bay, dans le province de Terre-Neuve-et-Labrador. La construction de la mine à ciel ouvert et de l'usine de traitement par broyeur/concentrateur est en bonne voie et on s'attend à ce que la production de concentrés commence en 2006-2007. Les prévisions indiquent que le PIB de l'industrie minière croîtra de 4,1 % par année entre 2004 et 2008. La concurrence accrue de l'Australie et de divers pays d'Amérique latine limitera toutefois la croissance de l'emploi, dont on estime qu'elle se chiffrera en moyenne à 2,4 % par année au cours des cinq prochaines années, taux qui dépassera néanmoins la moyenne nationale.

Bien que le PIB de l'industrie du **pétrole** et du **gaz** ait augmenté en 2002, la hausse de la productivité s'est traduite par des pertes d'emplois. En termes plus précis, le ralentissement des activités de forage et la diminution du prix du gaz naturel ont entraîné une diminution de l'emploi parmi les fournisseurs de services pétroliers et gaziers. Les prix du pétrole et du gaz ont toutefois augmenté en 2003, stimulant ainsi les activités d'extraction et d'exploration. On prévoit que la production réelle dans l'industrie d'extraction augmentera de près de 3 % en 2004 et de 1,6 % en 2005. Ce sont là des chiffres très modestes, compte tenu de l'escalade des prix du gaz naturel et du pétrole. En Alberta et en Colombie-Britannique, les producteurs de gaz naturel profitent des cours très élevés des produits de base pour forer un nombre record de nouveaux puits. La production totale de pétrole continuera toutefois de baisser à court terme, même si le prix du brut reste à des niveaux très élevés. La plupart des analystes sont d'avis que c'est la diminution des ressources du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (BSOC) qui a empêché la production de bénéficier de ces prix élevés. Un niveau plus faible de production à Hibernia et Terra Nova aura également pour effet de réduire le PIB réel. Bien qu'Hibernia et Terra Nova aient obtenu la permission de hausser les limites de production quotidienne, ni l'un ni l'autre projet n'a pu réaliser cet objectif et il est peu probable que les cibles soient atteintes à moins d'entreprendre de nouvelles activités de forage. On s'attend à ce que la production réelle croisse de 3,2 % en 2006. Au-delà, elle sera toutefois plus faible, reflétant la diminution des réserves du BSOC. L'augmentation de la production dans les sables bitumineux aidera à maintenir le taux de croissance réelle à plus de 2,5 % par année à long terme, mais on ne prévoit pas de retour aux taux de 5 à 8 % observés au début des années 90. Tout comme dans le secteur des mines, c'est à la hausse de la productivité découlant du progrès technologique, plutôt qu'à l'augmentation de l'emploi, qu'il faudra attribuer la majeure partie de l'accroissement de la production au cours de la période de projection. On prévoit que la croissance de l'emploi sera en moyenne de seulement 0,4 % par année entre 2004 et 2008.

Annexe 5 : Croissance de l'emploi selon la profession, 1999-2013

Emploi total							
	Chiffres absolus		Part de l'emploi total		Croissance annuelle moyenne		
	2003	2013	2003	2013	1999-2003	2004-2008	2009-2013
Total	15 745 952	17 800 870			2,2 %	1,5 %	0,9 %
Niveau de compétence							
Gestion	1 382 553	1 600 926	8,8 %	9,0 %	0,2 %	1,8 %	1,1 %
Professions nécessitant habituellement : des études universitaires	2 595 966	3 120 615	16,5 %	17,5 %	2,7 %	2,3 %	1,4 %
des études collégiales ou une formation d'apprenti	4 808 503	5 392 422	30,5 %	30,3 %	1,8 %	1,4 %	0,9 %
des études secondaires	5 097 138	5 700 725	32,4 %	32,0 %	3,1 %	1,4 %	0,8 %
seulement une formation en cours d'emploi	1 861 793	1 986 181	11,8 %	11,2 %	1,5 %	0,9 %	0,4 %
Genre de compétence							
Affaires, finance et administration	3 107 217	3 482 843	19,7 %	19,6 %	1,5 %	1,4 %	0,9 %
Sciences naturelles et appliquées	1 090 153	1 349 948	6,9 %	7,6 %	3,8 %	2,3 %	2,0 %
Santé	965 207	1 248 359	6,1 %	7,0 %	3,4 %	3,5 %	1,7 %
Sciences sociales, enseignement, administration publique	1 132 274	1 318 624	7,2 %	7,4 %	3,5 %	2,0 %	1,0 %
Arts, culture, loisirs et sports	472 085	519 889	3,0 %	2,9 %	3,3 %	1,3 %	0,7 %
Ventes et services	4 656 960	5 156 560	29,6 %	29,0 %	2,3 %	1,4 %	0,6 %
Métiers, transport et machinerie	2 406 230	2 643 766	15,3 %	14,9 %	1,8 %	1,1 %	0,8 %
Industries primaires	567 127	594 886	3,6 %	3,3 %	-1,7 %	0,6 %	0,4 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	1 348 699	1 485 996	8,6 %	8,3 %	2,2 %	1,2 %	0,8 %
Profession (classification à deux chiffres)							
01 Toutes les professions liées à la gestion	1 382 553	1 600 926	8,8 %	9,0 %	0,2 %	1,8 %	1,1 %
11 Personnel professionnel en gestion des affaires et en finance	450 486	540 579	2,9 %	3,0 %	2,0 %	2,2 %	1,5 %
12 Postes professionnels dans l'administration et les affaires	895 125	979 304	5,7 %	5,5 %	-0,8 %	1,2 %	0,6 %
14 Personnel de bureau	1 459 841	1 612 187	9,3 %	9,1 %	3,6 %	1,2 %	0,8 %
21 Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	592 385	741 622	3,8 %	4,2 %	2,8 %	2,4 %	2,1 %
22 Personnel technique relié aux sciences naturelles et appliquées	440 099	536 657	2,8 %	3,0 %	6,0 %	2,1 %	1,9 %

	Chiffres absolus	Part de l'emploi total				Croissance annuelle moyenne		
		2013		2003		2004-2008		2009-2013
		2003	2013	2003	2013	1999-2003	2004-2008	2009-2013
31	432 646	562 886	2,7 %	3,2 %	2,3 %	3,6 %	1,7 %	
32	197 245	253 946	1,3 %	1,4 %	1,9 %	3,1 %	2,0 %	
34	249 893	326 146	1,6 %	1,8 %	8,0 %	3,6 %	1,8 %	
41	919 344	1 057 768	5,8 %	5,9 %	3,4 %	1,8 %	1,0 %	
42	179 464	220 126	1,1 %	1,2 %	2,7 %	2,7 %	1,5 %	
51	201 105	217 760	1,3 %	1,2 %	2,6 %	1,2 %	0,4 %	
52	256 113	284 204	1,6 %	1,6 %	4,5 %	1,3 %	0,8 %	
62	1 017 587	1 151 385	6,5 %	6,5 %	3,9 %	1,7 %	0,8 %	
64	1 562 156	1 725 104	9,9 %	9,7 %	2,7 %	1,5 %	0,5 %	
66	1 448 409	1 559 054	9,2 %	8,8 %	2,5 %	1,1 %	0,4 %	
72-73	1 300 824	1 409 620	8,3 %	7,9 %	1,2 %	0,9 %	0,7 %	
74	809 215	913 539	5,1 %	5,1 %	2,1 %	1,4 %	1,0 %	
76	136 081	134 739	0,9 %	0,8 %	1,6 %	-0,2 %	0,0 %	
82	348 416	363 250	2,2 %	2,0 %	-1,7 %	0,5 %	0,3 %	
84	138 160	144 217	0,9 %	0,8 %	-1,6 %	0,5 %	0,4 %	
86	72 740	78 719	0,5 %	0,4 %	-2,5 %	1,2 %	0,4 %	
92	173 629	193 930	1,1 %	1,1 %	5,0 %	1,3 %	0,9 %	
94-95	877 873	979 533	5,6 %	5,5 %	3,3 %	1,3 %	0,9 %	
96	204 563	213 669	1,3 %	1,2 %	-3,2 %	0,5 %	0,4 %	

Source : Statistique Canada, Classification type des professions; Statistique Canada, Enquête sur la population active; RHDC-DRPC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences. Scénario de référence 2004.

Emploi non étudiant

	Chiffres absolus		Part de l'emploi non étudiant			Croissance annuelle moyenne		
	2003	2013	2003	2013	1999-2003	2004-2008	2009-2013	
	14 613 105	16 522 107			2,1 %	1,5 %	0,9 %	
Total								
Niveau de compétence								
Gestion	1 372 127	1 587 736	9,4 %	9,6 %	0,3 %	1,8 %	1,1 %	
Professions nécessitant habituellement : des études universitaires	2 513 592	3 024 034	17,2 %	18,3 %	2,7 %	2,3 %	1,4 %	
des études collégiales ou une formation d'apprenti	4 612 141	5 171 227	31,6 %	31,3 %	1,7 %	1,4 %	0,9 %	
des études secondaires	4 653 395	5 209 401	31,8 %	31,5 %	3,1 %	1,4 %	0,8 %	
Seulement une formation en cours d'emploi	1 461 561	1 539 117	10,0 %	9,3 %	1,0 %	0,7 %	0,3 %	
Genre de compétence								
Affaires, finance et administration	2 980 741	3 342 208	20,4 %	20,2 %	1,5 %	1,4 %	0,9 %	
Sciences naturelles et appliquées	1 064 364	1 319 499	7,3 %	8,0 %	8,3 %	2,3 %	2,0 %	
Santé	934 582	1 207 461	6,4 %	7,3 %	3,2 %	3,5 %	1,7 %	
Sciences sociales, enseignement, administration publique	1 073 247	1 248 902	7,3 %	7,6 %	3,4 %	2,0 %	1,0 %	
Arts, culture, loisirs et sports	408 772	449 074	2,8 %	2,7 %	2,7 %	1,2 %	0,7 %	
Ventes et services	3 952 881	4 376 107	27,1 %	26,5 %	2,0 %	1,4 %	0,6 %	
Métiers, transport et machinerie	2 351 198	2 583 500	16,1 %	15,6 %	1,9 %	1,1 %	0,8 %	
Industries primaires	527 248	552 578	3,6 %	3,3 %	-1,5 %	0,6 %	0,3 %	
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	1 319 739	1 452 185	9,0 %	8,8 %	2,3 %	1,2 %	0,8 %	
Profession (classification à deux chiffres)								
01 Toutes les professions liées à la gestion	1 372 127	1 587 736	9,4 %	9,6 %	0,3 %	1,8 %	1,1 %	
11 Personnel professionnel en gestion des affaires et en finance	446 427	535 351	3,1 %	3,2 %	2,0 %	2,2 %	1,5 %	
12 Postes professionnels dans l'administration et les affaires	881 417	964 498	6,0 %	5,8 %	-0,8 %	1,2 %	0,6 %	
14 Personnel de bureau	1 352 236	1 492 936	9,3 %	9,0 %	3,7 %	1,2 %	0,8 %	
21 Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	581 143	728 272	4,0 %	4,4 %	2,9 %	2,5 %	2,1 %	
22 Personnel technique relié aux sciences naturelles et appliquées	426 011	520 000	2,9 %	3,1 %	6,0 %	2,1 %	1,9 %	
31 Personnel professionnel des soins de santé	424 141	551 238	2,9 %	3,3 %	2,4 %	3,6 %	1,7 %	
32 Personnel technique et professionnels en sciences infirmières	191 111	246 532	1,3 %	1,5 %	1,5 %	3,2 %	2,0 %	
34 Personnel de soutien et personnel assimilé du secteur de la santé	234 329	305 315	1,6 %	1,8 %	7,4 %	3,6 %	1,8 %	
41 Sciences sociales, enseignement, administration publique	873 436	1 003 684	6,0 %	6,1 %	3,2 %	1,8 %	1,0 %	
42 Personnel paraprofessionnel du droit, des services sociaux et de l'enseignement	166 469	204 755	1,1 %	1,2 %	2,3 %	2,7 %	1,4 %	
51 Personnel professionnel des arts et de la culture	188 446	205 490	1,3 %	1,2 %	2,2 %	1,3 %	0,4 %	

	Chiffres absolus	Part de l'emploi non étudiant		Croissance annuelle moyenne			
		2013		1999-2003	2004-2008	2009-2013	
		2003	2013	2003	2013		
52	205 952	225 991	1,4 %	1,4 %	3,9 %	1,0 %	0,9 %
62	943 146	1 088 701	6,5 %	6,5 %	3,6 %	1,7 %	0,8 %
64	1 304 165	1 444 429	8,9 %	8,7 %	2,5 %	1,5 %	0,5 %
66	1 083 441	1 150 349	7,4 %	7,0 %	2,1 %	0,9 %	0,3 %
72-73	1 282 301	1 390 685	8,8 %	8,4 %	1,2 %	0,9 %	0,7 %
74	784 535	884 632	5,4 %	5,4 %	2,3 %	1,4 %	1,1 %
76	125 020	123 297	0,9 %	0,7 %	1,6 %	-0,3 %	0,0 %
82	343 364	357 702	2,3 %	2,2 %	-1,4 %	0,5 %	0,3 %
84	115 557	121 200	0,8 %	0,7 %	-1,5 %	0,6 %	0,4 %
86	60 517	64 977	0,4 %	0,4 %	-2,3 %	1,0 %	0,4 %
92	172 372	192 364	1,2 %	1,2 %	5,0 %	1,3 %	0,9 %
94-95	862 574	960 889	5,9 %	5,8 %	3,4 %	1,3 %	0,9 %
96	192 538	200 494	1,3 %	1,2 %	-3,3 %	0,5 %	0,4 %

Source : Statistique Canada, Classification type des professions; Statistique Canada, Enquête sur la population active; RHDCC-DRPC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences, Scénario de référence 2004.

Annexe 6 :

Conjoncture générale du marché du travail selon la profession

	Emplois non étudiants 2003	Conjoncture actuelle	Demande d'expansion (1)	Retraites (2)	Demande (3)=(1)+(2)	Offre (4)	Pressions éventuelles (3) vs (4)	Conjoncture future
Total	14613,1	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Cadres supérieurs et cadres en affaires, finance et administration	300,7	Favorable	M	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Membres des corps législatifs et cadres supérieurs	80,1	Favorable	SM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, services administratifs	112,4	Favorable	SM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, services financiers et services aux entreprises	89,5	Favorable	M	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Directeurs, services de communications	18,6	Favorable	SM	IM	M	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, génie, architecture, sciences naturelles et systèmes informatiques	57,2	Satisfaisante	SM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, services de santé et d'enseignement, services communautaires et sociaux	85,0	Favorable	SM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, administration publique	33,3	Favorable	SM	M	SM	M	Hausse	Favorable
Directeurs, arts, culture, sports et loisirs	14,4	Satisfaisante	SM	SM	SM	SM	-	Satisfaisante
Directeurs, vente et services	622,1	Satisfaisante	M	SM	M	M	-	Satisfaisante
Directeurs, ventes, marketing et publicité	102,2	Satisfaisante	SM	SM	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Directeurs, commerce de détail	320,4	Satisfaisante	IM	M	M	IM	Hausse	Satisfaisante*
Directeurs, restauration et services d'hébergement	173,8	Satisfaisante	SM	M	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Directeurs, services de protection	6,3	Favorable	M	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, autres services	19,4	Satisfaisante	M	SM	SM	IM	Hausse	Satisfaisante*
Directeurs, métiers, transport et opération de machines	159,3	Favorable	M	M	M	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, construction et transport	129,7	Favorable	M	M	M	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, exploitation et entretien d'immeubles	29,6	Satisfaisante	M	M	M	IM	Hausse	Satisfaisante*
Directeurs, production primaire (sauf agriculture)	7,8	Favorable	M	M	SM	IM	Hausse	Favorable
Directeurs, fabrication et services d'utilité publique	92,3	Favorable	M	SM	M	IM	Hausse	Favorable
Professionnels, gestion des affaires et finance	446,4	Satisfaisante	SM	SM	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Professionnels, finance, vérification et comptabilité	315,8	Satisfaisante	M	SM	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Professionnels, gestion des ressources humaines et services aux entreprises	130,6	Favorable	SM	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Personnel spécialisé en administration et travail de bureau	881,4	Satisfaisante	M	SM	M	M	-	Satisfaisante
Personnel de supervision du travail de bureau	121,6	Satisfaisante	SM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Personnel administratif et de réglementation	289,7	Satisfaisante	SM	SM	SM	IM	Hausse	Satisfaisante*
Personnel d'administration des finances et assurances	214,6	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Personnel en secrétariat	255,6	Médiocre	IM	SM	M	M	-	Médiocre
Personnel de bureau	1 352,2	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Commis au travail général de bureau	231,8	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Commis en bureautique et en éditique	75,9	Médiocre	IM	M	IM	M	Baisse	Médiocre
Commis des finances et de l'assurance	344,5	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Commis de soutien administratif	219,5	Satisfaisante	M	SM	SM	IM	Hausse	Satisfaisante*
Commis de bibliothèque, correspondance et à l'information	139,5	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Commis des services postaux et de messageries	88,0	Médiocre	M	SM	SM	SM	-	Médiocre
Commis à l'expédition et à la distribution	253,0	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Personnel professionnel, sciences naturelles et appliquées	581,1	Satisfaisante	SM	M	M	M	-	Satisfaisante
Sciences physiques	24,2	Satisfaisante	M	SM	M	SM	Baisse	Satisfaisante*
Sciences de la vie	24,9	Satisfaisante	M	IM	IM	SM	Baisse	Satisfaisante*
Génie civil, mécanique, électrique et chimique	109,0	Satisfaisante	SM	M	SM	M	Hausse	Satisfaisante*

	Emplois non étudiants 2003	Conjoncture actuelle	Demande d'expansion (1)	Retraites (2)	Demande (3)=(1)+(2)	Offre (4)	Pressions éventuelles (3) vs (4)	Conjoncture future
Autres professionnels en génie	66,7	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Professionnels en architecture, urbanisme et arpentage	31,1	Satisfaisante	SM	SM	SM	SM	-	Satisfaisante
Mathématiciens, analystes de systèmes informatiques et programmeurs	325,3	Satisfaisante	SM	IM	M	M	-	Satisfaisante
Personnel technique, sciences naturelles et appliquées	426,0	Satisfaisante	SM	M	M	M	-	Satisfaisante
Personnel technique des sciences physiques	33,7	Satisfaisante	M	M	M	SM	Baisse	Satisfaisante*
Personnel technique des sciences de la vie	38,2	Médiocre	M	M	IM	SM	Baisse	Médiocre
Personnel technique en génie civil, mécanique et industriel	47,3	Favorable	SM	M	SM	SM	-	Favorable
Personnel technique en génie électronique et électrique	183,2	Satisfaisante	SM	IM	M	M	-	Satisfaisante
Personnel technique en architecture, dessin, arpentage et cartographie	56,1	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Autres contrôleurs techniques et agents de réglementation	37,5	Favorable	M	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Agents et contrôleurs des services de transport	30,1	Satisfaisante	IM	SM	M	IM	Hausse	Satisfaisante*
Professionnels des soins de santé	424,1	Favorable	SM	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Médecins, dentistes et vétérinaires	90,1	Favorable	SM	M	SM	M	Hausse	Favorable
Optométristes, chiropraticiens et professionnels du diagnostic et du traitement de la santé	10,9	Favorable	SM	M	SM	IM	Hausse	Favorable
Pharmaciens, diététistes et nutritionnistes	25,2	Favorable	SM	M	SM	M	Hausse	Favorable
Professionnels en thérapie et en évaluation	41,4	Favorable	SM	IM	SM	SM	-	Favorable
Professionnels en sciences infirmières	256,6	Favorable	SM	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Personnel technique et spécialisé, secteur de la santé	191,1	Favorable	SM	M	SM	M	Hausse	Favorable
Technologues et techniciens des sciences de la santé	79,9	Favorable	SM	M	M	M	-	Favorable
Personnel technique en soins dentaires	22,5	Favorable	SM	IM	SM	SM	-	Favorable
Personnel technique en soins de santé	88,7	Satisfaisante	SM	M	SM	M	Hausse	Favorable
Personnel de soutien des services de santé	234,3	Satisfaisante	SM	M	SM	M	Hausse	Favorable
Personnel professionnel, sciences sociales, enseignement, services gouvernementaux et assimilés	873,4	Satisfaisante	M	SM	SM	SM	-	Satisfaisante
Juges, avocats et notaires	75,1	Favorable	SM	IM	M	M	-	Favorable
Professeurs et assistants universitaires	78,3	Satisfaisante	SM	SM	SM	SM	-	Satisfaisante
Enseignants au collégial et dans les écoles de formation professionnelle	91,5	Satisfaisante	SM	SM	SM	M	Hausse	Favorable
Enseignants et conseillers d'orientation au secondaire, au primaire et au préscolaire	403,9	Satisfaisante	M	SM	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Psychologues, travailleurs sociaux, conseillers, membres du clergé et agents de probation	123,3	Favorable	SM	SM	SM	SM	-	Favorable
Agents des politiques et programmes, chercheurs et experts-conseil	101,4	Satisfaisante	SM	SM	SM	SM	-	Satisfaisante
Personnel paraprofessionnel, droit et services sociaux, professions n.c.a.	166,5	Satisfaisante	SM	IM	M	SM	Baisse	Satisfaisante*
Personnel professionnel, arts et culture	188,4	Satisfaisante	M	M	M	SM	Baisse	Satisfaisante*
Bibliothécaires, archivistes, restaurateurs et conservateurs	15,0	Satisfaisante	IM	SM	IM	SM	Baisse	Satisfaisante*
Rédaction, traduction et relations publiques	93,4	Satisfaisante	M	IM	IM	SM	Baisse	Satisfaisante*
Arts plastiques et arts de la scène	80,0	Satisfaisante	SM	M	M	SM	Baisse	Satisfaisante*
Personnel technique et spécialisé, arts, culture, sport et loisirs	206,0	Médiocre	M	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Personnel technique des bibliothèques, archives, musées et galeries d'art	15,1	Médiocre	IM	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Photographes, techniciens en arts graphiques	39,8	Médiocre	IM	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Annonceurs et autres artistes de spectacle	9,2	Médiocre	IM	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Concepteurs artistiques et artisans	91,3	Satisfaisante	M	IM	M	M	-	Satisfaisante
Athlètes, entraîneurs, arbitres et assimilés	50,5	Médiocre	IM	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre

	Emplois non étudiants 2003	Conjoncture actuelle	Demande d'expansion (1)	Retraites (2)	Demande (3)=(1)+(2)	Offre (4)	Pressions éventuelles (3) vs (4)	Conjoncture future
Personnel spécialisé, vente et services	943,1	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Personnel de supervision des ventes et des services	238,5	Favorable	SM	IM	SM	IM	Hausse	Favorable
Spécialistes techniques, commerce de gros	131,1	Satisfaisante	M	M	M	IM	Hausse	Satisfaisante*
Professionnels de l'assurance et de la vente et de l'achat de biens immobiliers	152,9	Satisfaisante	IM	M	IM	IM	-	Satisfaisante
Chefs et cuisiniers	172,2	Médiocre	M	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Bouchers et boulangers-pâtisseries	61,3	Médiocre	SM	IM	M	SM	Baisse	Médiocre
Policiers et pompiers	91,1	Favorable	M	SM	M	M	-	Favorable
Personnel technique des services personnels	96,1	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Personnel intermédiaire, vente et services	1 304,2	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Représentants des ventes, commerce de gros	219,7	Satisfaisante	M	IM	IM	IM	-	Satisfaisante
Vendeurs et commis-vendeurs, commerce de détail	402,0	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Personnel de l'hébergement et des voyages	66,1	Médiocre	SM	M	M	M	-	Médiocre
Guides et personnel préposé au jeu dans les casinos	4,8	Médiocre	IM	SM	M	SM	Baisse	Médiocre
Personnel des services des aliments et boissons	186,6	Médiocre	M	IM	M	SM	Baisse	Médiocre
Personnel des services de protection	37,3	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Personnel de soutien familial et de garderie	339,5	Satisfaisante	M	M	M	SM	Baisse	Satisfaisante*
Autre personnel des soins personnalisés	48,3	Satisfaisante	SM	IM	M	M	-	Satisfaisante
Personnel élémentaire, vente et services	1 083,4	Médiocre	IM	M	IM	SM	Baisse	Médiocre
Caissiers	200,5	Médiocre	M	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Autre personnel de la vente et personnel assimilé	153,6	Médiocre	IM	M	IM	SM	Baisse	Médiocre
Personnel élémentaire des soins de santé	18,1	Favorable	SM	IM	SM	M	Hausse	Favorable
Serveurs, aides de cuisine et services alimentaires	167,3	Médiocre	M	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Gardiens de sécurité et personnel assimilé	87,8	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Nettoyeurs	375,9	Médiocre	IM	SM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Autre personnel des services de voyage, d'hébergement et récréatifs	30,7	Médiocre	SM	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Personnel élémentaire des services personnels	49,5	Médiocre	IM	SM	M	SM	Baisse	Médiocre
Personnel des métiers	779,4	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante
Entrepreneurs et contremaitres, gens de métiers et personnel assimilé	187,1	Favorable	M	SM	M	IM	Hausse	Favorable
Surveillants du personnel des transports ferroviaires et routiers	32,8	Satisfaisante	SM	SM	SM	IM	Hausse	Satisfaisante*
Machinistes et personnel assimilé	68,7	Satisfaisante	M	IM	M	M	-	Satisfaisante
Électriciens et monteurs de lignes électriques et de télécommunications	128,3	Satisfaisante	IM	SM	SM	M	Hausse	Satisfaisante*
Plombiers, tuyauteurs et monteurs d'installations au gaz	62,1	Satisfaisante	IM	M	IM	IM	-	Satisfaisante
Personnel du formage, profilage et montage du métal	33,8	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Charpentiers et ébénistes	126,9	Satisfaisante	IM	M	IM	M	Baisse	Satisfaisante*
Personnel de maçonnerie et de plâtrage	59,1	Satisfaisante	IM	IM	IM	IM	-	Satisfaisante
Autre personnel des métiers de la construction	80,6	Médiocre	M	M	M	M	-	Médiocre
Personnel spécialisé, matériel de transport et machinerie	502,9	Satisfaisante	IM	M	M	M	-	Satisfaisante
Mécaniciens de machinerie et de matériel de transport	183,3	Satisfaisante	IM	SM	M	M	-	Satisfaisante
Mécaniciens de véhicules automobiles	159,8	Satisfaisante	M	IM	M	M	-	Satisfaisante
Autres mécaniciens	29,3	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Tapissiers-garnisseurs, tailleurs, cordonniers et bijoutiers	28,5	Médiocre	IM	SM	SM	M	Hausse	Médiocre*
Mécaniciens de machines fixes et opérateurs de centrales et de réseaux d'électricité	31,8	Favorable	IM	M	IM	IM	-	Favorable
Personnel des opérations du transport ferroviaire	11,7	Médiocre	IM	M	IM	IM	-	Médiocre
Grutiers, foreurs et dynamiteurs	17,0	Satisfaisante	IM	SM	M	IM	Hausse	Satisfaisante*
Personnel de l'imprimerie, scaphandriers et autres métiers	41,5	Satisfaisante	IM	M	IM	IM	-	Satisfaisante
Personnel intermédiaire, transport, machinerie, installation et réparation	784,5	Satisfaisante	M	M	M	M	-	Satisfaisante

	Emplois non étudiants 2003	Conjoncture actuelle	Demande d'expansion (1)	Retraites (2)	Demande (3)=(1)+(2)	Offre (4)	Pressions éventuelles (3) vs (4)	Conjoncture future
Conducteurs de véhicules et opérateurs de transport en commun	454,1	Satisfaisante	M	M	M	IM	Hausse	Satisfaisante*
Conducteurs d'équipement lourd	84,5	Satisfaisante	IM	M	IM	IM	-	Satisfaisante
Autres conducteurs de matériel de transport	21,2	Médiocre	M	IM	M	IM	Hausse	Médiocre*
Personnel d'installation, de réparation et d'entretien	57,2	Médiocre	IM	M	IM	M	Baisse	Médiocre
Débardeurs et manutentionnaires	167,4	Médiocre	M	M	M	SM	Baisse	Médiocre
Personnel de soutien des métiers et manœuvres	125,0	Médiocre	IM	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Aides des métiers et manœuvres en construction	98,0	Médiocre	IM	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Manœuvres aux travaux publics et n.c.a.	27,0	Médiocre	IM	M	IM	M	Baisse	Médiocre
Personnel spécialisé du secteur primaire	343,4	Médiocre	IM	SM	M	IM	Hausse	Satisfaisante
Surveillants de l'exploitation forestière	7,6	Médiocre	IM	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Surveillants de l'exploitation des mines, pétrole et gaz	16,0	Favorable	M	IM	M	IM	Hausse	Favorable
Personnel du forage, mines et production de gaz et de pétrole	30,9	Favorable	M	IM	M	IM	Hausse	Favorable
Conducteurs de machines d'abattage du bois	14,4	Médiocre	IM	M	IM	IM	-	Médiocre
Entrepreneurs, exploitants et surveillants en agriculture, horticulture et aquaculture	252,6	Médiocre	IM	SM	M	M	-	Médiocre
Capitaines et officiers de pêche, pêcheurs	22,0	Médiocre	IM	M	IM	IM	-	Médiocre
Personnel intermédiaire du secteur primaire	115,6	Médiocre	IM	IM	IM	SM	Baisse	Médiocre
Personnel d'entretien des mines et de forage des puits de pétrole et de gaz	11,3	Satisfaisante	M	IM	IM	IM	-	Satisfaisante
Personnel de l'exploitation forestière	19,8	Médiocre	IM	M	IM	M	Baisse	Médiocre
Personnel en agriculture et en horticulture	80,1	Médiocre	IM	M	IM	SM	Baisse	Médiocre
Personnel de la pêche, chasse et trappage	4,4	Médiocre	IM	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Personnel élémentaire du secteur primaire	60,5	Médiocre	IM	M	IM	SM	Baisse	Médiocre
Superviseurs et travailleurs qualifiés dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique	172,4	Favorable	M	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Superviseurs dans les industries de transformation	77,7	Favorable	IM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Superviseurs dans la fabrication et le montage	74,0	Satisfaisante	SM	SM	SM	IM	Hausse	Favorable
Opérateurs de poste de contrôle et de procédés dans la fabrication et la transformation	20,7	Favorable	IM	M	M	IM	Hausse	Favorable
Opérateurs et monteurs de machines de transformation et de fabrication	618,4	Médiocre	M	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Opérateurs de machines, métaux et minerais	36,2	Satisfaisante	M	IM	IM	IM	-	Satisfaisante
Opérateurs de machines, produits chimiques, caoutchouc et plastique	69,7	Médiocre	M	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Opérateurs de machines, produits des pâtes et papier et transformation du bois	68,9	Satisfaisante	IM	IM	IM	IM	-	Satisfaisante
Opérateurs de machines, transformation des produits textiles	22,9	Médiocre	M	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Opérateurs de machines, fabrication d'articles en tissu, en fourrure et en cuir	64,1	Médiocre	IM	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Opérateurs de machines, transformation des aliments, des boissons et du tabac	93,2	Médiocre	M	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Opérateurs de machines à imprimer et personnel assimilé	30,4	Médiocre	IM	IM	IM	M	Baisse	Médiocre
Monteurs de matériel mécanique, électrique et électronique	123,0	Médiocre	M	M	M	M	-	Médiocre
Autre personnel de montage et personnel assimilé	110,0	Médiocre	SM	IM	M	M	-	Médiocre
Opérateurs de machines d'usinage, machines à métaux, machines à bois et personnel assimilé	244,2	Satisfaisante	M	IM	IM	M	Baisse	Satisfaisante*
Manœuvres dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique	192,5	Médiocre	IM	SM	M	SM	Baisse	Médiocre

n.c.a. = non classé ailleurs; SM = niveau supérieur à la moyenne; M = niveau moyen; IM = niveau inférieur à la moyenne; - = inchangé; * = pressions insuffisantes pour modifier l'appréciation de la conjoncture future.
Demande d'expansion: IM ≤ 0.95, SM ≥ 1.72; retraites : IM ≤ 1.32, SM ≥ 2.34; demande : IM ≤ 2.81, SM ≥ 4.34; offre : IM ≤ 1.95, SM ≥ 4.97.
Source : RHDCC-DRPC, Prévisions et analyse du marché du travail et des compétences, Scénario de référence 2004.